Nos 7-8

LA REVUE DE POLOGNE



SOMMAIRE

DIRECTEUR : ANTONI POTOCKI

12, RUE DE L'UNIVERSITÉ, 12

PARIS

Prix de ce numéro : 1 Fr.

Juin 1915

LA REVUE DE POLOGNE

La Belgique et la Pologne

M. Carton de Wiart, ministre de la justice de Belgique, qui peut être considéré comme constituant, avec M. de Broqueville, l'influence la plus active du gouvernement belge, a prononcé à l'université de Lyon un discours dans lequel sont traitées pour la première fois, avec l'autorité qui s'attache aux paroles d'un ministre du roi Albert, des questions de la plus haute importance pour l'avenir de la Belgique de l'Alsace-Lorraine, de la Pologne.

On remarquera que M. Carton de Wiart fait allusion à Bruxelles comme siège éventuel de la future conférence de la paix. On n'ignore pas, en effet, que certains efforts sont actuellement déployés, notamment dans des cercles touchant de près au Vatican, pour préconiser le choix de la capitale d'un pays neutre qu'aucune raison politique ne paraît désigner particulièrement à cet effet.

Dans le discours prononcé à Lyon, le ministre de la justice de Belgique dit textuellement :

« S'il s'agit des conséquences politiques de la guerre, il est prématuré sans doute de vouloir dès aujourd'hui remanier la carte de l'Europe. Ce sera l'œuvre de la conférence. Déjà des voix justement appréciées ont proclamé que cette conférence devra se réunir à Bruxelles, et, certes, le cas échéant, nous ne déclinerions pas un tel honneur, dans lequel nous verrions aussi un délicat hommage rendu à la Belgique, qui a montré le prix qu'elle attache à la foi jurée entre les nations. Il paraît certain qu'une tâche essentielle de cette conférence sera d'assurer l'avenir des nationalités contre l'incessant péril d'un empire qui a fait de la guerre sa principale industrie, et dont l'orgueil hypertrophié prétendait asservir le monde à sa loi.

« Toutefois, dès aujourd'hui, il doit être entendu que l'Alsace-Lorraine redeviendra française, QUE LA POLOGNE SERA LIBÉRÉE, que la Belgique recevra les réparations dont l'Allemagne elle-même, dans son outrageant ultimatum, nous donnait l'assurance. Au même titre qu'elle, les petits Etats s'épanouiront désormais sans inquiétude dans les frontières qu'entrevoient leurs légitimes espérances. Il appartiendra aux plénipotentiaires de déterminer la barrière à établir contre ce qui restera de l'Allemagne.

Cette opinion de l'homme d'Etat belge, accueillie avec la plus

grande bienveillance par la presse française et anglaise, commentée à deux reprises par *le Temps*, mérite d'être retenue comme un gage nouveau de l'inébranlable volonté des alliés de soutenir les légitimes droits des nationalités contre les prétentions impérialistes déchaînées par cette guerre.

C'est tout au moins ainsi que nous autres polonais interprétons cette opinion dont chaque mot est pesé sur la balance des possibilités politiques et qui est formulé par un homme d'Etat.

Ce qui augmente singulièrement la portée de l'énumération de M. Carton de Wiart, c'est un fait analogue et qui se produit presque en même temps de l'autre côté de l'immense champ de bataille.

Pendant que le ministre de la Justice belge proclame en France *que la Pologne sera libérée*, son collègue, le représentant de la Belgique à Petrograd, M. le comte Conrad de Buissered soutient la même opinion en Russie.

L'éminent diplomate belge confie à un journal polonais paraissant à Petrograd cette page d'une éloquence sobre et virile où il identifie les rôles de la Belgique et de la Pologne dans cette guerre et où il proclame aussi le même avenir politique pour les deux pays.

Le comte Conrad de Buissereb écrit dans le *Glos Polski* : « En rêvant la possession de l'univers, Guillaume II nourrissait depuis longtemps le plan basé sur deux principes : 1° Conquérir l'humanité par ses sentiments religieux et pacificateurs, pour que ses voisins restent persuadés que jamais il ne les attaquera traîtreusement ; 2° De multiplier dès le commencement de la guerre des atrocités de toutes sortes, étant assuré d'avance qu'aucun de ses adversaires ne pourra se résoudre à lutter par les mêmes moyens.

Ce double plan a été exécuté à la perfection, le premier coup de massue des Huns modernes s'est abattu à l'est sur la Pologne, à l'ouest sur la Belgique. C'est pourquoi ces deux pays ont éprouvé au même degré la fureur déchaînée, méthodique, et systématique de l'armée de Guillaume II.

« Au milieu du carnage et des incendies qui dévastèrent la Belgique, les soudards allemands déclarèrent : « Vous pouvez « vous tenir encore pour heureux que nous n'avons pas exécuté « tout ce que l'on nous avait ordonné. » Et cela a été dit au moment où dans les villes et villages l'on fusillait de sang-froid des centaines d'enfants, où l'on coupait des femmes en morceaux, où l'on violait les filles sous les yeux des parents, où l'on enterrait vivant ou jetait des soldats dans des fours à pain allumés. L'unique supériorité de Guillaume II sur Attila consiste dans sa prudence personnelle connue de tout le monde et qui le tient éloigné du champ de bataille.

« Les Polonais, peuple légendaire par sa bravoure et ses qualités chevaleresques qui se sont exercées dans toute la longue suite de leur histoire, et les Belges qui, fidèles à leurs traditions millénaires, préféraient périr, que manquer à l'honneur : voilà les deux peuples désignés momentanément à la pâture d'un vaniteux, d'un

traître et d'un parjure : le Kaiser. Ainsi l'univers a pu mesurer les deux extrémités du précipice séparant le bien du mal, la vertu du crime.

« Unis dans la souffrance et dans la lutte, les Polonais et les Belges seront de même unis dans la délivrance. Les héros ne reçoivent pas leur récompense dans ce monde, mais les peuples sont déjà récompensés ici-bas, sur la terre. Ceux à qui nous avons aidé à se sauver, ont promis à nos pays des jours heureux : cette promesse ne sera pas reniée. La lutte pour la libération de l'Europe a commencé aux bords de la Vistule et de la Moselle. L'Europe ne l'oubliera jamais. »

Ici encore nous ne pouvons ne pas souligner l'extrême importance de ces paroles. Elles ne sont pas, elles ne peuvent pas être, vu les circonstances actuelles, une simple opinion du comte Conrad de Buissereb.

Nous ne pouvons ne pas rattacher le discours du ministre belge à Lyon à la lettre du représentant belge à Petrograd. C'est donc la Belgique elle-même qui nous adresse sa généreuse et fortifiante parole, c'est la Belgique qui se fait en quelque sorte le porte-parole autorisé des Alliés.

Et certes, après le manifeste du grand-duc, après l'opinion unanime de la presse française et anglaise, au moment où à Petrograd on commence à comprendre que tout travail politique pour établir les bases de la Pologne future doit avant tout compter avec les Polonais eux-mêmes, — cette marque de solidarité belge avec le sort polonais nous touche et nous réconforte au plus haut degré.

Aussi l'opinion polonaise y attache toute l'importance qu'elle mérite dans les circonstances politiques actuelles. La presse polonaise, les journaux de Posnanie y compris, commentent et soulignent sa portée.

Parmi les gages de notre avenir nous acceptons le témoignage du noble pays belge comme le contre-poids de tout ce qui rentre dans la catégorie des « chiffons de papiers ». La Belgique n'est-elle pas la première par sa vaillance parmi les « petits états » dont l'importance sera après cette guerre augmentée et affermie pour le salut de l'Europe. Et en même temps, n'est-elle pas le porte-voix et le trait d'union entre les Alliés.

La Pologne — et les événements historiques l'ont prouvé — est la sentinelle de la loi à l'est comme la Belgique à l'ouest de l'Europe.

Et les services que l'héroïque pays du roi Albert a rendus à la civilisation en alliant son sort à celui des anglo-français, la Pologne les rendra encore à son tour aux nations slaves pareillement menacées le jour où « unis dans la souffrance et dans la lutte les Polonais et les Belges *seront de même unis dans la délivrance* ».

La politique allemande envers les Polonais

Les intrigues de la Prusse dans les rapports de la Russie avec la Pologne

Plus d'une fois, nous avons dans notre journal *Dzien* invité les publicistes russes à faire des démarches pour acquérir les preuves politiques dévoilant l'action prussienne ; elle consistait à exciter la Russie contre la Pologne et à empêcher la réalisation des réformes dans notre pays. Comme les publicistes polonais ne pouvaient pas puiser aux sources des documents accessibles aux grands écrivains russes, ils pressentaient plutôt les agissements sournois de Guillaume II, sans en avoir les preuves, quand ils soupçonnaient Berlin de l'action anti-polonaise à Pétrograd.

Les prussophiles déguisés prétendaient que les suppositions polonaises n'avaient aucune base solide ; cependant peu à peu apparaissent des faits diplomatiques qui prouvent que Berlin a toujours veillé pour introduire dans les relations politiques de la Russie et de la Pologne un élément de discorde.

Du livre publié par le baron B.-E. Nolde, basé sur les documents de la diplomatie russe, des années 1861 à 1863, ressort clairement la vigilance de la Prusse tendant à s'opposer à n'importe quelle réforme, faite en Pologne par la Russie. Le marquis Wielopolski a été appuyé de la façon la plus bienveillante à Pétrograd par la diplomatie française, tandis que l'ambassade allemande s'y opposait de la façon la plus énergique ; le consul prussien à Varsovie essayait même d'entraver l'introduction des réformes en envoyant à Berlin des avis alarmants que Guillaume suivait assidûment.

Le baron Nolde cite dans son ouvrage une lettre très importante de Bismarck à Berlin, qui peint très exactement les rapports de la Prusse avec la Pologne et la Russie.

L'ambassadeur prussien de cette époque à Pétrograd, écrivait à son roi : « Chaque succès du mouvement national polonais est une défaite pour la Prusse et nous devons lutter avec cet élément, non plus avec les principes de la justice pour les citoyens, mais selon les règles de la guerre.

Nous devons apprécier le mouvement polonais dans toutes ses manifestations, non pas au point de vue humanitaire, mais en ennemi... Entre nous et ceux qui veulent tenter la résurrection de la Pologne aucune entente n'est possible. »

Au mois de mars 1861, Bismarck recommence une action diplo-

matique énergique dans les milieux de Pétrograd pour contrecarrer toute concession de la part de la Russie au profit de la Pologne, et c'est dans ce but qu'il envoie au chancelier Gorczakow la note suivante : « Sa Majesté royale en apprenant d'une source, qui m'est inconnue, qu'un des grands princes, d'après l'ordre de Sa Majesté Impériale, se rend à Varsovie, a ordonné de me télégraphier, pour que je représente à sa Majesté Impériale et à vous, Prince, que toute concession libérale dans les conditions actuelles, paraît dangereuse au plus haut degré ; ce dernier voudrait savoir sur quoi repose la mission qui doit être confiée à l'A. I. le grand prince. Puis-je vous voir ce soir ou demain matin ? je suis à votre disposition à toute heure du jour et de la nuit. »

Indépendamment de l'action de l'ambassadeur prussien des bords de la Néva, inquiet du changement de ton envers les Polonais de la part de la Russie, Guillaume s'entremit auprès de l'ambassadeur russe à Berlin, qui — comme le démontre le baron Nolde — écrivait à Gorczakow pour cette affaire en lui annonçant, que le roi Guillaume l'avait questionné plusieurs fois sur l'état des choses à Varsovie et lui en avait exprimé ses craintes. L'arrivée de Wielopolski à Pétrograd éveilla la vigilance particulière de Bismarck. Il envoya à Gorczakow la copie du rapport du consul prussien à Varsovie, dans lequel on avait parlé du danger de laisser le marquis au pouvoir. « Il est évidemment désirable que le talent de Wielopolski soit exploité, mais, en caractère de chef du gouvernement civil, il constituera un réel danger : il tend vers l'autonomie, il est candidat des Anglais, qui travaillent pour l'affaiblissement de la Russie. »

Déjà en 1861, à la nouvelle du changement de la politique russe qui s'annonçait pour les Polonais, la Prusse menaçait la Russie par l'Angleterre et la France.

On sentait instinctivement à Berlin, que l'Angleterre, la France et la Pologne sont des ennemies innées de l'Allemagne, et que la Russie doit choisir entre Berlin d'une part, Londres, Paris et Varsovie de l'autre.

Pendant des dizaines d'années, la Russie allait de concert avec l'Allemagne, et la question polonaise traversait des périodes d'épreuves pénibles, à la grande joie de Berlin. Peu à peu, la littérature politique russe éclaircira sans doute le rôle qu'ont joué les intrigues allemandes, même par rapport au projet de l'autonomie municipale remis pendant tant d'années.

Il est indubitable, que la même politique, qui était suivie par Bismarck, comme ambassadeur prussien à Pétrograd, a été conduite avec une énergie tout aussi grande par le comte Pourtalès, le dernier ambassadeur allemand à Pétrograd, et par le baron von Bruck, le consul général allemand à Varsovie, qui s'employaient pour anéantir toutes les tentatives de réforme dans le royaume de Pologne.

En ce qui concerne, pour l'avenir, la création de nouvelles relations entre la Russie et la Pologne, conformément à la déclaration du généralissime, nous sommes débarrassés des intrigues de Berlin, dont la guerre actuelle a tué les influences. Aujourd'hui, les amies de la Russie sont la France et l'Angleterre, par lesquelles la Prusse a menacé Pétrograd au moment où on avait proposé d'introduire le changement essentiel dans le régime du Royaume de Pologne. On savait à Berlin que la Russie, après s'être mise d'accord avec la Pologne sur de nouveaux principes politiques, se tournerait, les mains libres, vers les Balkans et Constantinople ; c'est ce que la Prusse n'aurait pas voulu admettre.

Aujourd'hui, l'Angleterre, de concert avec la France, emploie tous ses efforts pour ouvrir les Dardanelles à la Russie ; tout le monde voit donc clairement qui a été l'adversaire, et qui a été l'ami de la Russie.

Ceux avec lesquels on a menacé la Russie, en 1861, à Berlin, se trouvent aujourd'hui dans les rangs des forces alliées coalisées qui luttent afin de conquérir, pour la Russie, l'entrée de Constantinople, but historique de ses rêves.

Il a fallu d'un si grand bouleversement : la guerre actuelle, pour que les intrigues de Berlin apparaissent en pleine lumière.

Dzien, 9 *juin* 1915.

***

Nous lisons dans le *Slovo Polskie :*

« Alexandre Kobukowski a eu avec Bismarck en 1863 quelques conversations qui ne sont pas dépourvues d'un certain intérêt historique. Un Allemand , Treskow, servait d'intermédiaire à ces conversations. En voilà un passage tiré de la lettre mentionnée : « Bismarck — écrit M. St. Kobukowski — sous la pression de Treskow réclame, je crois, à la première conférence que les Polonais fassent appel aux Prussiens. Mon père ayant compris l'intention du plus fin des mâtois, lui représente que c'est absolument impossible, vu l'absence totale de confiance chez la population polonaise envers la Prusse. Presque au même moment, Bismarck, le génie des diplomates, contre toute attente, rend raison à cette observation et soumet une autre combinaison. Il croit qu'on pourra décider le gouvernement russe de retirer son armée d'une petite partie du territoire de la Pologne, par exemple du gouvernement de Pock, — « à titre d'essai » pour voir notamment si les Polonais sauront gouverner eux-mêmes. On peut apprendre aussi des lettres de mon père, que Bismarck au cours de l'année 1863 considérait comme possible d'obtenir du tsar Alexandre II qu'il accorde au Royaume de Pologne l'état analogue à celui de 1815 avec

un lieutenant général polonais, le prince Radzivill. Donc le Royaume de Pologne, sous certaines conditions, devait devenir autonome dans l'état Russe, ou être englobé à la confédération douanière allemande, ou sous une autre forme, soumis au protectorat de la Prusse.

« Je me rappelle aussi — lisons-nous plus loin — comment mon père soulignait l'insistance très dangereuse de Bismarck. En proposant ceci ou cela, en soumettant toujours d'autres combinaisons, il revenait pourtant à ce point le plus important pour lui : que le gouvernement national reçoive l'aide des Prussiens ! » C'est alors que mon père, sans cacher son indignation, répondit sans ambages qu'il ne pourrait faire sérieusement une pareille proposition ni au prince Czartoryski ni à aucun Polonais ; car chaque Polonais aurait pensé ce que lui-même voyait clairement à ce moment : *beati possidentes*, c'est-à-dire que si les Prussiens entraient une fois dans le Royaume de Pologne ils n'en sortiraient jamais plus !

« Démasqué ainsi dans ses violents projets d'annexion, Bismarck essaie de se couvrir par une idée supérieure. Il avoue, de façon soi-disant confidentielle, qu'il ne peut en sa qualité de ministre prussien permettre que les Polonais fassent un jour la paix avec la Russie.

« Mais quand, pour toute réponse, mon père lui jeta un coup d'œil ironique, brusquement Bismarck souligna avec colère presque : « que chaque ministre prussien sacrifierait plutôt le dernier sou, et le dernier homme que de jamais permettre cette réconciliation ! ». Voilà en ce qui concerne M. Kobukowski. Les ministres prussiens remplissaient pleinement cette tâche. Beaucoup d'argent a été dépensé dans ce but par les agitateurs prussiens dans les pays voisins, pour que les Polonais ne fussent jamais tranquilles à cet égard, et qu'ils s'enfonçassent de plus en plus profondément dans une situation sans issue.

« Les yeux se sont pourtant ouverts en 1914, la Prusse a trop tendu la corde. Mais, soit dit à la louange des Polonais, aucun de nous ne répandit des illusions quand à la possibilité d'une alliance prusso-polonaise. »

Dans le même numéro du *Slowo Polskie*, où nous avions imprimé la lettre mentionnée de M. Klobukowski, notre correspondant viennois, écrivait dans son article du 17 juillet, à propos du congrès slave de Prague qui y avait lieu alors :

« La presse viennoise a pris à l'égard du congrès slave de Prague une attitude hostile : Les journaux *Reicshpost* et *Vaterland* ne cèdent en rien aux journaux libéraux dans leurs railleries du congrès. Dans le camp libéral cette campagne d'excitation injurieuse est conduite par Neue Freie Presse. De même *Deutche Volksblatt* a attaqué furieusement le congrès, il y a deux jours. Il voulait se convaincre, ainsi que son public, que l'accord polono-russe est impossible.

Le correspondant ajoute à la fin :

« Ici s'impose une dernière remarque : Les sarcasmes, la bouderie,

l'irritation de la presse viennoise, tout cela n'est que bagatelle. Un seul trait domine cette campagne, et laisse bien à réfléchir : Pour quoi les Allemands sont-ils pris de frisson de peur, de panique, lorsqu'on parle de la possibilité de la détente dans les relations russo-polonaise ? Pourquoi ? La réponse devait venir de Pétrograd.

« Cette réponse est arrivée en 1914. »

Le Prince Lichtenstein sur la guerre et sur l'importance de la Galicie

Dans une réunion de socialistes chrétiens, tenue à Vienne, le 19 du mois courant, le chef de ce parti, le prince A. Lichtenstein, a prononcé une longue conférence, sous le titre : « La guerre mondiale et ses causes », où il a traité plus spécialement de l'importance que présente la Galicie pour l'empire austro-hongrois.

Selon lui, cette guerre amènera comme conséquence première la fin du prestige qu'exerçait l'Europe en Afrique et en Asie, prestige diminué déjà par la victoire des Japonais sur les Russes. La France et l'Angleterre mendient le secours du Japon, amènent des hordes sauvages sur le champ de bataille et, tout en faisant la guerre au chef des Mahométans, se servent de ces derniers dans leurs luttes. Tout cela n'est pas fait pour augmenter l'autorité de la France et de l'Angleterre. Ce qui caractérise cette guerre, c'est le recul de la civilisation, dont se vantaient tant la Grande-Bretagne et la France. « L'Angleterre voulait affamer l'Allemagne », système que n'avait pratiqué jusque-là aucun peuple, même le plus sauvage. Mais les représailles de l'Allemagne se sont vite fait sentir à l'Angleterre.

Parmi les causes de cette guerre, le prince Lichtenstein signale le désir de la France de prendre sa revanche pour reconquérir l'Alsace et la Lorraine, l'envie de l'Angleterre d'avoir l'hégémonie sur la mer et dans le commerce, mais surtout les visées russes sur Constantinople. L'expansion de la Russie vers l'Orient lui étant fermée par le Japon, elle s'est surtout tournée du côté des Balkans. Sous le couvert du panslavisme, elle pratiquait toujours la persécution des Polonais, des Finlandais, des Ruthènes et des Allemands russifiés.

Dans la suite de son discours, le prince Lichtenstein s'est arrêté à la question des rapports de la Russie officielle envers les Ruthènes et a déclaré qu'elle n'a pas réussi à les russifier. La Russie a été obligée de constater que les Ruthènes étaient très bien traités en Autriche, qu'ils y avaient des écoles communales, des collèges, des chaires dans les universités, que même les Ruthènes de la Russie penchaient pour l'Autriche. C'est pourquoi la Russie, pour garder ses provinces du Sud, où commençait à se développer la propagande ruthène, a décidé de conquérir la Galicie et de l'annexer à ses fron-

tières. L'appétit russe vise non pas la Serbie, mais la Galicie orientale. D'où il résulte, que nous devons reprendre pour l'Autriche la Galicie orientale qui nous est nécessaire comme rempart. *Si nous perdons la Galicie orientale, nous perdons presque tout !* car la Russie ne se satisfera pas de ce morceau de la monarchie, mais elle étendra sa propagande sur la Bohême, la Moravie, etc....

Le prince Lichtenstein a raconté en détail la propagande russophile, dont on a inondé la Galicie orientale avec le concours d'espions, d'agents et de millions de roubles. On achetait les Ruthènes avec des roubles et des promesses et c'est ainsi qu'on les gagnait à la Russie. Le prince a terminé ses conclusions par les mots : « Nous devons nous instruire des méthodes de nos ennemis, mais nous ne pouvons conclure la paix avant d'avoir reconquis toute la Galicie ! »

L'exposé intéressant du prince Lichtenstein a un point caractéristique : le maréchal de la Basse-Autriche **n'a pas soufflé mot sur la Pologne, sur l'importance de la question polonaise par rapport à la Russie, à la guerre mondiale.** Le chef du parti socialiste chrétien n'est pas le seul à passer sous silence la question polonaise, de cette façon procède tout un parti et ses organes, comme par exemple le « Reichspost » pour des raisons évidemment peu compréhensibles.

(Extrait de *Nowa Reforma*, nº 203, 1915).

Opinion d'un allemand sur la question polonaise

M. von Massuw, connu par ses écrits politiques, publia, comme le mentionne le *Dziennik poznanski*, au mois de mai une nouvelle brochure intitulée : *Wie steht es mit den Polen ?*

La discussion de la question polonaise au moment actuel, dit l'auteur, pourrait être mal interprétée, et on penserait que nous vendons la peau de l'ours, avant de l'avoir trouvé dans la forêt. Nous prévenons donc d'avance, qu'il ne s'agit pas de cela. Mais cette question, qui était déjà un véritable cassement de tête pendant la paix, comme chacun le sent et le voit, apparut sous une lumière nouvelle. Déjà à ce propos se forment des avis les plus divers qui ne reposent pourtant pas sur la compréhension nette et juste de la situation. Le but de cet ouvrage sera donc l'éclaircissement de cette question ; nous ne pensons pourtant ni faire des prédictions, ni tracer trop tôt la ligne du développement des événements futurs.

Une partie de nos compatriotes pense, que le peuple polonais n'existe pas à vrai dire, car la chute de l'état polonais a rayé ce peuple du livre de l'histoire ; d'autres se font un jugement sur les Polonais en se laissant guider par des sentiments de pitié pour ce peuple malheureux. En suivant ces deux voies on fait fausse

route. Les Polonais sont vraiment encore aujourd'hui un peuple bien vivace et leurs relations avec nous ne se laisseront pas régler par des sentiments même les plus nobles de notre part, mais uniquement par des intérêts réciproques. Si les intérêts divergent ou s'excluent mutuellement, c'est à la force de décider, mais nous ne devons pas envisager cette question à un tel point de vue comme si nous voulions nous instituer les tuteurs ou les bienfaiteurs de la Pologne. »

Cela serait complètement faux.

Nous avons déjà mentionné, que les Polonais sont encore aujourd'hui une véritable nation, car nous devons considérer comme nation non seulement les peuples qui forment leur propre état, mais tous ceux qui, au cours de leur histoire, ont développé leur caractère national donnant à toute leur vie sociale une commune empreinte. Ce n'est pas la langue seule qui donne aux Polonais la physionomie de cette particularité nationale, mais toute leur histoire qui se reflète dans les coutumes, les opinions et le caractère du peuple, aussi bien que dans leur florissante littérature témoignant de leur propre vie nationale. De pareils biens nationaux non seulement ne se laissent pas détruire par un simple trait de plume, car ils sont susceptibles de vivre, malgré la chute apparente de l'état et ses conséquences, mais ils gardent encore les germes de la résurrection nationale. »

L'auteur passe ensuite en revue l'histoire de la chute de la Pologne, l'élaboration des relations dans la société polonaise de ce temps, les rapports des Polonais avec la Russie, la Prusse et l'Autriche. Voilà par quoi il termine ses conclusions.

« Le principal obstacle pour trouver une solution satisfaisante à cette question est dans ce mot de ralliement : « La Pologne de la mer à la mer. » Cette phrase contient la négation de la renonciation loyale par les Polonais aux possessions prussiennes. La nécessité de posséder la voie libre à la mer n'existe que pour un état, qui désire acquérir une importance de premier ordre. Le mot de ralliement : « La Pologne de la mer à la mer », vient de l'époque où la Pologne pouvait et voulait être une grande puissance, elle l'avait même été jusqu'à un certain point. Mais la Pologne actuelle ne peut être dans l'avenir immédiat une puissance de premier ordre, même si elle devait devenir politiquement indépendante. Il s'agit de savoir si les Polonais le sentent ; nous ne pouvons pas le garantir, de même que nous ne pouvons pas leur refuser un sens politique, avant d'avoir les données pratiques, qui nous permettraient de résoudre cette question.

Pour le moment il serait faux de persister à soutenir cette théorie, que la Pologne ne pourrait pas vivre, sans avoir un accès à la mer. La Pologne est devenue un pays industriel très important, sans avoir eu ce débouché ; elle n'a que les matières premières, la main-d'œuvre et le charbon. L'écoulement des marchandises

a été réglé de façon que l'union avec la Russie centrale paraît indestructible. Ce qui a été possible à l'aide de moyens artificiels, serait réalisable dans d'autre direction, à l'aide de moyens différents, avec de la bonne volonté et une orientation convenable des relations politiques. Cette possibilité ne disparaîtrait, que si les Polonais voulaient prendre une attitude ennemie. Cette question touche peu à nos propres intérêts.

La conclusion de cet exposé est donc que nous pouvons, par rapport à la question de l'avenir polonais, adopter une attitude très libre et laisser toute liberté à sa résolution, sans pourtant nous priver du droit d'exercer notre influence. Nous n'avons pas besoin de nous inquiéter trop tôt du problème, comment tout cela se développera. On comprend bien, qu'il est possible, qu'à la fin de la guerre actuelle, les décisions et les efforts du peuple polonais amèneront la création de la Pologne sous n'importe quelle forme, mais ces rapports ne sont pas assez simples, pour qu'il suffise après la victoire des puissances coalisées de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie (!), d'adresser des proclamations, dictées par la situation, à la population polonaise, — pour que tout s'arrange bien facilement à la satisfaction commune ; de même que les conséquences de cette nouvelle création ne peuvent nous menacer d'un plus grand danger que celui qui nous menace maintenant. Dans cette question nous devons aussi envisager hardiment l'avenir.

Courrier de Varsovie, 17 *juin* 1915.

Le premier Ministère de l'Instruction publique

La Commission polonaise d'éducation nationale (1773)

Fidèle à l'ancien adage sur la calomnie, l'Allemagne a copieusement calomniée l'ancienne République de Pologne l'accusant de toutes les défaillances, de toutes les faiblesses. Les théories plus ou moins déshonorantes pour la Pologne et répandues par les faussaires allemands, nous avons nommé ses historiens, souvent ont été accueillies sans contrôle par les historiens des nations civilisées. Pourtant, on commence aujourd'hui à s'apercevoir partout que la science allemande, elle aussi, n'était qu'une succursale de la politique prussienne et que ses usines lançaient à jet continu l'empoisonnement intellectuel de la Kultur exactement comme ses armées lancent à présent les gaz asphyxiants.

Il faut débarrasser une fois pour toutes, la mentalité européenne de cet empoisonnement méthodique. Et pour notre part, nous apportons ici le témoignage véridique sur la Pologne telle qu'elle était, telle qu'elle est en réalité.

Nous commençons par une page de son histoire glorieuse entre toutes et constituant en elle-même un démenti catégorique aux calomnies allemandes. Nous la proposons à la méditation des écoles françaises alimentées trop longtemps, en ce qui concerne l'étranger, par des sources suspectes.

Nous serions très heureux si cette page de la culture polonaise, si foncièrement, si fidèlement solidaire avec ses sources latines, pouvait dissiper dans l'esprit des nouvelles générations françaises quelques préjugés historiques, si elle pouvait servir de point de départ d'une réhabilitation pour notre patrie, aujourd'hui à l'heure de sa résurection annoncée.

La R. de P.

* * *

L'enseignement, dans l'ancienne Pologne, était tel, à peu de choses près, que dans les autres pays d'Europe. Point d'unité, point

de coordination, contrôle de l'Etat nul, prépondérance des jésuites, culture livresque et formelle. Les écoles produisaient des phraseurs, d'élégants latinistes, des auteurs de panégyriques et de poésie macaronique, bourrés d'antiquité, farcis de mythologie, nullement préparés aux réalités de la vie et aux devoirs du citoyen.

On aurait tort, cependant, de supposer que la Pologne ne se soit pas rendu compte de cette situation. Dès le début du XVII[e] siècle, des esprits clairvoyants commençaient déjà à s'en plaindre. On reprochait aux jeunes députés d'entendre bien Cicéron, mais d'ignorer la constitution de leur pays et les détails de son administration. Au XVIII[e] siècle, les défauts s'accentuant, les doléances se multiplièrent. Alors, et bien avant la Commission d'Education, on vit différentes tentatives se produire dans le sens d'une régénération de l'enseignement public.

Le célèbre pédagogue Stanislas Konarski, après plusieurs années de professorat en Italie, vint à Paris en 1729 pour approfondir ses connaissances pédagogiques. Il s'y lia avec Fontenelle, et noua surtout une solide et féconde amitié avec Rollin. Quelques années après, l'occasion lui fut donnée d'appliquer les idées que l'expérience et la réflexion lui avaient fournies. C'est en 1740/1 qu'il ouvrit à Varsovie une pension pour jeunes gentilshommes, qui, en se développant, allait devenir le fameux *Collegium Nobilium*. Plusieurs des principes de la réforme ultérieure sont déjà réalisés dans cette institution : le raisonnement prenait la place de la mémoire ; les exercices physiques n'étaient plus négligés ; les matières d'enseignement étaient plus étendues : physique, astronomie, géographie, mathématiques, histoire universelle, histoire de Pologne, etc. Le latin, cependant, conservait encore la place d'honneur, et il n'y avait pas d'enseignement particulier du polonais.

Les progrès considérables réalisés par l'initiative de Konarski, le succès qui les accueillit, éveillèrent la rivalité des Jésuites. Bon gré mal gré, ils durent suivre le mouvement, et modifier en quelque mesure leur système. En 1753, ils fondaient, eux aussi, un Collégium Nobilium à Varsovie. Dans leur enseignement, ils augmentaient les matières d'étude, laissaient pénétrer l'influence française et la science. A Posen, l'abbé Rogalinski, maître des Sniadecki, écrivit un ouvrage de physique expérimentale en quatre volumes, sous ce titre : « Expérience des effets des choses qui tombent sous les sens ». Avec l'abbé Gawronski, mathématicien, plus tard évêque de Cracovie, il cultiva d'autres domaines des sciences positives. Tous deux relevèrent en Posnanie les études scientifiques, et contribuèrent notablement à fixer la terminologie polonaise (1).

Cet esprit nouveau, auquel les Jésuites eux-mêmes étaient obligés de faire des concessions, on le vit apparaître également dans l'*Ecole des Cadets* que dirigea Adam Czartoryski, et dans laquelle nous

(1) A. Brückner : Dzieje Literatury Polskiej. I, page 161.

trouvons un Français comme bibliothécaire et professeur de droit public. Il s'appelait Jean-Baptiste Dubois, et devait plus tard, en 1778, publier à Berlin le premier *Essai sur l'histoire littéraire de la Pologne*.

On pourrait signaler encore d'autres faits notables qui attestent qu'au cours du XVIIIe siècle la Pologne chercha les moyens de moderniser son enseignement, et qu'elle s'ouvrit aux influences de l'Occident, particulièrement de la France. La Confédération de Bar avait à Paris un agent, Michel Wielhorski, lequel se mit en rapport avec Rousseau et sollicita ses conseils. Tandis que Mably, un autre Français, venait étudier sur place le royaume de Stanislas-Auguste, Rousseau écrivait ses *Considérations sur le Gouvernement de Pologne*, où il n'oubliait pas d'exposer ses vues sur la réforme de l'instruction publique.

La Pologne tâtonnait, au milieu des plus grands obstacles, quand survint la catastrophe de 1772, l'attentat du premier partage. Le démembrement était signifié à Stanislas-Auguste le 2 septembre. Dix mois plus tard, le 21 juillet 1773, le pape Clément XIV, par la bulle *Dominus ac Redemptor Noster*, prononçait l'abolition de l'ordre des Jésuites.

Ces deux événements, à des dates si rapprochées, et qui surprenaient la Pologne en plein travail de renaissance, eurent immédiatement, au point de vue de l'instruction, des conséquences considérables. La Compagnie de Jésus était représentée dans le pays par 2.340 membres, dont 203 missionnaires et 463 professeurs. Elle détenait, en fait, à peu près tout l'enseignement public. Cet obstacle supprimé, un vaste champ s'ouvrait aux réformes.

***

Il était tard. N'importe. On se mit à l'œuvre. Les Jésuites possédaient 138 maisons richement dotées, des capitaux, des immeubles divers, des trésors d'argenterie. Le chancelier de Lithuanie, Joachim Chreptowier, probablement sous l'influence des écrits de Rousseau, dont il était l'admirateur, eut l'idée de constituer, avec tout ce patrimoine confisqué, un fonds dont les revenus seraient affectés à l'instruction nationale et gérés par un conseil particulier. L'idée fut soumise au pays et agréée. Chreptowier s'assura l'appui de partisans influents, tels que le roi, l'évêque Ignace Massalski, Auguste Sulkowski. Puis, assuré du succès, il se hâta d'élaborer un projet de *Commission d'éducation nationale*.

Le 7 octobre, le projet était présenté à la Diète et défendu vigoureusement par Sulkowski. Le 14, moins de trois mois après la suppression des Jésuites, la Commission était créée. L'évêque Massalski en était nommé président. L'ex-jésuite Grégoire Piramowicz en fut le secrétaire. On y appela des hommes éclairés, d'esprit large, et familiarisés avec les questions d'ordre pédagogique.

Qu'allait-on faire ? Les moyens n'étaient pas considérables. Le patrimoine des Jésuites, administré malhonnêtement, dans les premiers temps, avait été fort entamé par les concussionnaires. On sauva environ 32 millions de florins ; le revenu, un million et demi, devint la dotation de l'instruction publique. C'était peu, étant donné le très vaste programme qu'on avait rêvé de réaliser. Le zèle des patriotes ne se rebuta pas.

Les lignes générales de ce programme nous sont indiquées par divers documents, dont les principaux sont : d'une part les *Statuts* rédigés dès le début et publiés entre 1773 et 1775 (Statuty Komisyi edukacyi narodowy) ; d'autre part les Constitutions ou *Règlements de la Commission d'éducation nationale relatifs à l'état académique et aux écoles de la République* (Ustawy Komisyi edukacyi narodowy dla stanu akademickiego i na srkoty u Krajach Krecryypospolity pnepisane). Ce dernier document, que Piramowicz écrivit en mettant à profit l'expérience d'une dizaine d'années et les vues de ses collègues représente, a-t-on pu dire, « l'un des monuments les plus remarquables que puisse nous offrir l'histoire de la pédagogie non seulement en Pologne, mais en tout pays » (1).

Lisons les premières lignes des *Statuts* : « Désirant mettre dans l'âme de tous les citoyens notre zèle pour l'affermissement d'un gouvernement libre et pour le bonheur de la Nation entière, nous considérons que le plus efficace moyen en vue de cette fin est d'unifier les modes d'éducation de notre jeunesse, en pleine conformité avec la Constitution dudit gouvernement libre. En conséquence, nous établissons une Commission d'éducation, dont l'objet principal doit être, par l'uniformité des méthodes d'éducation et d'instruction, de former en la jeunesse des citoyens attachés à la liberté de leur pays, soucieux de son intégrité, en état de remplir tous leurs devoirs, et capables de transmettre aux générations les plus éloignées ce même esprit de liberté et d'amour pour leur patrie. »

C'est là un document pédagogique, mais c'est davantage encore un document d'histoire. Il témoigne que les patriotes polonais obéissaient à de très hautes préoccupations nationales, et qu'ils avaient pour objet, en opérant une refonte de l'enseignement, de consolider les traditions de leur pays et d'affermir ainsi sa résistance contre les dangers du dehors.

Résolument, la Commission adopta cette devise : *Non scholæ, sed vitæ discere.* « Ce n'est pas le but de l'instruction scolaire, écrit Piramowicz au nom de ses collègues, de faire apprendre à l'enfant les langues des peuples disparus, une versification froide, une fausse rhétorique, et autres choses semblables. Au contraire, il faut employer tous ses soins à rendre l'écolier raisonnable, sensible, vertueux et utile. » Et il dit encore ailleurs : « Le but de l'instruction, c'est d'élever des hommes vertueux, de les éclairer, d'en faire des bons citoyens

(1) Chmielowski : Historya Literatury Polskiej, I, p. 469.

qui sauront défendre leurs droits. L'éducation et l'instruction doivent rendre l'homme heureux et utile à ses semblables. Il faut élever l'enfant de manière qu'il se sente bien et qu'on se sente bien avec lui. La science ne doit pas être enseignée pour elle-même, elle n'est pas un but, mais un moyen. L'école doit être celle de la vie, de l'honneur et de la vertu. »

Belles formules, auxquelles on ne voit pas qu'aujourd'hui même il y ait rien à changer. Elles définissaient, avec une netteté parfaite, la conception d'un enseignement national. Cette conception, et c'est là le plus intéressant, ne demeura pas sur le papier. Elle prit corps dans toutes les parties de la République et dans tous les ordres d'enseignement.

En premier lieu, la Commission débrouilla le chaos des institutions scolaires par l'unification administrative. Le paragraphe premier des *Statuts* est ainsi conçu : « Sont déclarés rangés sous la direction, le contrôle et la tutelle de la Commission d'Education : tous les fonds d'éducation ; toutes les Universités ou Ecoles supérieures, savoir l'Ecole supérieure de la Couronne à Cracovie, et l'Ecole supérieure du Grand-Duché de Lithuanie à Vilna ; toutes les Académies fondées ou à fonder ; les bibliothèques constituées à la charge de la République ou du Fonds d'éducation, et particulièrement la Bibliothèque Zatuski ; tous les gymnases, institutions privées, écoles publiques tant laïques que religieuses, tant catholiques que non catholiques, entretenues sur le fonds d'éducation ou sur quelques fonds étrangers avec l'agrément de la Commission ; pareillement toutes personnes qui ont embrassé l'état d'enseignement toutes celles qui, laïques ou religieuses, se sont vouées à cette profession dans les Ecoles supérieures, gymnases, et autres écoles ; enfin tous les étudiants qui appartiennent aux Universités et aux écoles de quelque ordre qu'elles soient. »

Comme on le voit, rien n'échappait au contrôle de la Commission. Pour obtenir une centralisation plus effective, les établissements d'instruction de la Couronne furent placés sous l'autorité de « l'Ecole supérieure » ou Université de Cracovie ; ceux de Lithuanie, sous l'autorité de l'Université de Vilna. Chaque année, elles étaient tenues d'y faire des tournées d'inspection. La Commission avait la haute main sur l'ensemble.

Une fois assurée l'unité et la cohésion administrative, il s'agissait de soumettre les divers établissements à l'application uniforme des méthodes nouvelles. Ce qui frappe surtout dans ces méthodes, c'est leur caractère éminemment positif et concret. Elles ne font plus appel au mécanisme de la mémoire, elles tendent à développer le jugement. Elles proscrivent les vieux procédés d'intimidation et de contrainte, elles s'adressent à la bonne volonté et à la curiosité naturelle. « Chaque jeune homme, disent les *Statuts*, doit venir à l'Ecole avec l'intention de développer son intelligence et ses bonnes mœurs. C'est là-dessus que repose l'éducation, pour le bien de la

patrie et pour son propre bien. Il doit y venir poussé par une sincère volonté et le désir d'apprendre, et non par la contrainte et la surveillance, s'il veut en recueillir un profit réel et durable. »

L'élève n'est plus maintenu dans un isolement artificiel et néfaste; il est mis, par tous les moyens, en contact avec les réalités qui l'entourent et au milieu desquelles il sera appelé à vivre. Les humanités cessent d'être reines. Elles partagent maintenant l'esprit de l'élève avec les sciences naturelles et historiques. Les divisions surannées, dans les vieilles Universités de Cracovie et de Vilna, sont supprimées, pour faire place à une division plus moderne en deux « collèges », « collège moral », « collège physique ». Dans le premier, on enseigne les langues anciennes, l'histoire, l'éloquence, la poésie, l'économie politique, le droit des gens, le droit civil polonais, etc. Dans la seconde, on enseigne les hautes mathématiques, l'astronomie, la physique, l'anatomie, la médecine théorique et pratique, l'histoire naturelle, etc. On dote ces Universités des moyens qui leur manquent, laboratoires, bibliothèques mieux organisées, etc. L'Université de Cracovie, sous l'impulsion énergique de Hugo Kollataj, ne tarda pas à constater l'efficacité de ces méthodes. Celle de Vilna se rajeunit plus lentement, ayant à sa tête l'ex-jésuite Martin Poczobut-Odlanicki, attaché aux anciens usages.

Au chapitre IV de ses *Considérations sur le gouvernement de Pologne*, Rousseau écrivait, en 1772 : « Dans tous les collèges, il faut établir un gymnase ou lieu d'exercices corporels pour les enfants. Cet article si négligé est, selon moi, la partie la plus importante de l'éducation. » La Commission, sans aller jusqu'à penser que ce fût la partie la plus importante, ne laissa pas de s'en occuper. Il était recommandé aux maîtres d'enseigner l'hygiène à leurs élèves, de veiller sur leur nourriture, leur logement, leur vêtement, de diriger leurs jeux et leurs exercices. Les *Règlements* de 1783 s'expriment ainsi du sujet des écoles primaires, ou *écoles paroissiales* : « La science dans ces écoles ne doit jamais être séparée de l'exercice dans le travail, de l'endurance à la peine et aux intempéries des saisons. C'est pourquoi les jeunes gens doivent s'amuser au grand air, y exercercer leurs forces et s'y occuper à différents travaux. »

La Commission comprenait parfaitement l'importance des écoles primaires. En 1783, elle en fixait fort bien le rôle pratique : « Le but de ces écoles doit être d'instruire le peuple dans la religion, dans ses devoirs, dans son travail et dans son industrie. » Piramowicz rédigea même à l'intention spéciale de ces écoles un excellent petit manuel, sur les « Devoirs du Maître ».

Par malheur, les bonnes intentions de la Commission sur ce point se butèrent aux difficultés matérielles et furent très gênées par l'insuffisance des ressources pécuniaires. Faute d'argent, elle dut s'en remettre au zêle des particuliers et des prêtres, comptant sur des jours meilleurs pour prendre en main à son tour l'instruction populaire.

Un autre point sur lequel porta son inlassable effort, ce fut l'organisation du corps enseignant. Elle fonda auprès des Universités des « séminaires pour les candidats à la profession de l'enseignement », c'est-à-dire tout simplement ce que nous appelons des écoles normales. Les élèves y recevaient, pendant trois ans, aux frais de la Commission, une culture pédagogique spéciale. Ensuite ils signaient un engagement aux termes duquel ils devaient au moins six ans à l'enseignement public. L'analogie est frappante avec les systèmes actuellement en vigueur.

Pour assurer le recrutement de ces écoles normales, la Commission mit tout en œuvre. Elle réussit passablement, mais non pas au gré de ses vœux. Il fallut continuer, surtout en Lithuanie, à employer pour plus de moitié les maîtres religieux, naturellement peu sympathiques aux innovations de la pédagogie. L'argent manquait. La profession de l'enseignement n'était pas fort honorée. La Commission sut comprendre qu'il était indispensable d'en relever le prestige, pour y attirer les jeunes gens de bonne condition. Aussi les *Règlements* de 1783 concernent-ils tout particulièrement cette corporation professionnelle qui constituait ce qu'on appelait alors « l'état académique ». Ils louent « ces hommes uniquement occupés du soin d'instruire et de perfectionner les fils des citoyens pour tout ce qui touche à la sainte religion, à la pureté des mœurs, à l'amour de la patrie, à la connaissance des lois nationales et des sciences les plus utiles dans la société des hommes. » « L'instituteur, disent-ils encore, s'engage à remplir avec le plus grand zèle, pour le bien de l'humanité et celui de la patrie, les devoirs qu'il a volontairement acceptés. Il se considérera comme un citoyen servant sa patrie par l'éducation de ses fils. Tout ce qui fait le bonheur particulier de l'homme, sa santé, ses vertus, ses coutumes, sa sagesse, son bon gouvernement domestique, l'amour, l'amitié et l'estime du prochain ; tout ce qui fait le bonheur public, une justice égale et exacte, une législation sage, la défense nationale, les vertus civiques, l'indépendance des opinions, la noblesse des pensées et des actions, le respect sacré de la propriété d'autrui, tout cela est l'affaire de l'éducation et le but de l'instituteur. » L'histoire de la pédagogie ne doit pas renfermer beaucoup de pages comparables à celle que l'on vient de lire. Ce magnifique programme était bien de nature à désarmer les préventions et les dédains. Les pédagogues étaient maintenant investis d'une haute mission. Leur métier devenait un sacerdoce. La Pologne, sur ce point encore, devançait les temps et s'engageait sur la route que devaient suivre, plus tard, les démocraties européennes.

Restait une dernière question, et des plus embarrassantes. On venait de nationaliser l'enseignement, tout en le modernisant.

On le faisait polonais et raisonnable tout à la fois. Les vieilles méthodes abolies, les vieux livres devaient disparaître. Toute la librairie scolaire était à recréer. Le 7 mars 1775, Ignace Potocki forma au sein de la Commission un bureau spécial de dix membres,

qui prit le nom de *Société des livres élémentaires.* Cette sous-Commission rendit des services mémorables. Pour mettre à profit les lumières de toute l'Europe civilisée, elle eut l'idée d'instituer une sorte de concours international, doté de prix, pour la rédaction de manuels scolaires en polonais, en latin et en français. Elle exigeait des exposés simples, clairs et concis, sur les matières les plus variées, mathématiques, histoire naturelle, physique, sylviculture, agriculture, logique, rhétorique, hydraulique, etc.

Les œuvres de valeur abondèrent. L'abbé et économiste Nicolas Baudeau, ami de Dupont de Nemours, se fit à Paris l'agent de la Commission, et encouragea les Français à participer au concours. Condillac donna un traité de logique. Le Suisse Lhuillier donna une arithmétique et une géométrie qui, traduites en polonais, furent longtemps employées dans les écoles après la chute de la République. Des Polonais distingués et de compétence spéciale, comme Piramowicz, Georges Kozminski, les deux Skrzetuski, Antoine Poplawski et Omphre Kopczynski, se mirent également à l'œuvre.

Il n'existait guère jusque là de grammaires polonaises que pour les étrangers, et faites ordinairement par des étrangers. Kopczynski en rédigea une, qui fut imprimée onze fois jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, et qui devait servir de base aux travaux ultérieurs. Kajetan Skrretuski composa un Manuel d'histoire universelle, Vincent Skrzetuski un Manuel de Droit politique polonais, Kozminski un Dictionnaire latin-polonais, Poplawski un Traité de morale, Michel-Jean Hube une Mécanique, etc.

***

Il est incontestable que cette immense réforme procédait en grande partie d'influences étrangères. La Commission s'inspira largement des idées qui se répandaient dans l'Europe entière, et dont les philosophes français étaient les propagateurs les plus actifs. C'est le temps où l'on traduit Montesquieu, Rollin, Voltaire, Rousseau, Mably, Beccaria, Filangieri. En 1774, la Commission accueillait dans son sein le Français Dupont de Nemours. Elle se mit en rapport avec Bela, rédacteur des *Acta Eruditorum* de Leipsig ; avec Formey, secrétaire de l'Académie de Berlin. Elle envoya des Polonais à l'étranger pour compléter leur culture, tels que le mathématicien Jean Sniadecki. Elle fit venir des professeurs du dehors ; ainsi elle donna à Vilna une chaire de botanique à Forster, le fils du célèbre naturaliste.

On conçoit, dans ces conditions, que son œuvre se soit heurtée à des résistances tenaces. Elle bouleversait des préjugés, elle dérangeait des routines, elle alarmait un nationalisme étroit et aveugle qui ne voulait pas comprendre les nécessités impérieuses, vitales, du moment. On trouve un écho de tout cela dans les propos charmants

du *Gentilhomme Polonais :* « De notre temps, l'éducation de la jeunesse n'était pas, quant aux études, aussi recherchée que maintenant, mais elle formait de meilleurs citoyens..... Nos écoles étaient bonnes, quoique, sauf le latin, on n'y apprit aucune langue étrangère, et qu'un jeune homme à moustaches en sût moins qu'un enfant d'aujourd'hui..... Alvarez valait mieux pour nous que la Société des livres élémentaires..... » (1)

Il faut lire tout le plaidoyer. Il est très amusant, très spirituel, mais parfaitement injuste et paradoxal. Ce qu'il appelle « ce détestable esprit étranger », bien loin de tuer l'âme polonaise, l'affermit et la prépara aux grandes épreuves. Notre gentilhomme endurci n'avait pas lu Rousseau : « A vingt ans, un Polonais ne doit pas être un autre homme, il doit être un Polonais. Je veux qu'en apprenant à lire il lise des choses de son pays ; qu'à dix ans il en connaisse toutes les productions, à douze toutes les provinces, tous les chemins, toutes les villes ; qu'à quinze il en sache toute l'histoire, à seize toutes les lois ; qu'il n'y ait pas eu dans toute la Pologne une belle action ni un homme illustre dont il n'ait la mémoire et le cœur pleins, et dont il ne puisse rendre compte à l'instant (2). » Etait-ce autre chose que la Commission avait voulu réaliser ? Et qui oserait dire qu'elle n'y ait pas réussi, quand on songe à la génération héroïque qui assuma, dans des conditions désespérées, la suprême défense du pays ?

Ni cette hostilité tenace des préjugés, ni les difficultés d'argent, ni la suspicion haineuse de l'étranger, rien de découragea la Commission. Son activité dura vingt ans. Les écoles polonaises furent rapidement au niveau des meilleures institutions du continent. L'esprit public s'en trouva profondément transformé : « En quelques années, dit Lelevel, on ne voyait plus de ces sombres pratiques supertitieuses, de cette bigoterie hideuse qui allait jusqu'à ensanglanter la piété des fidèles. Le charlatanisme ne pouvait les séduire. On ne parlait qu'en souriant de l'ancienne croyance à la sorcellerie. On expliquait les phénomènes de la nature d'une manière raisonnable (3). »

Je n'ai pas à dire que la été le sort de cette œuvre de régénération. La catastrophe nationale l'arrêta en pleine prospérité. Et voilà comment l'ignorance est comptée parmi les fautes auxquelles la Pologne a dû son malheur. Elle s'était créé d'emblée, et de toutes pièces, un système coordonné, parfaitement organique, d'éducation nationale. Ses voisins ne lui ont pas permis d'en tirer les fruits qu'il promettait (4).

Et maintenant, songeons un peu à l'état de l'instruction, à la

---

(1) Récits d'un vieux gentilhomme polonais, p. 387-390.

(2) J.-J. Rousseau : Considérations sur le gouvernement de Pologne, chapitre IV.

(3) J. Lelewel : le règne de Stanislas-Auguste.

(4) On sait que, lors de la constitution du Grand-Duché, les Polonais essayèrent de reprendre leur œuvre. C'est ainsi que fut crée en 1810 la

même époque, dans les autres pays d'Europe. C'est en 1773, l'année même où la Commission polonaise était instituée, que Diderot alla en Russie. C'est en 1775-6 qu'il écrivit pour Catherine son *Plan d'Université*. La Pologne avait déjà fait beaucoup de chemin.

En France, quand l'ordre des Jésuites fut aboli, il se produisit, tout comme en Pologne, un grand vide, mais il ne fut pas comblé. A la veille de la Révolution, dans le pays des philosophes, l'instruction publique n'existait pas. Le clergé avait presque tout en main. La plupart des collèges, hors ceux de Paris, végétaient. Les 24 Universités, à peu près mortes, restaient fidèles aux méthodes scolastiques. Quelques-unes, comme celle d'Angers, donnaient leur enseignement en latin. Certains grades, dans les Facultés de droit et de médecine, étaient mis à prix. Dans l'enseignement secondaire, humanités et férule. Quant à l'enseignement primaire, on ne le trouvait que sur le papier des ordonnances. L'ignorance était générale. La Révolution elle-même ne devait pas modifier immédiatement l'état des choses. Il fallut attendre la Convention et l'an 1795 pour voir réaliser par la loi du 3 brumaire an IV une réforme maladroite, qui ne devait même pas être intégralement appliquée.

Que l'on fasse la comparaison, elle est aisée. La Pologne, cet « Etat du XIe siècle au milieu des monarchies européennes (1) », se trouve avoir mis sur pied une œuvre que le pays des lumières, que la Révolution française elle-même furent impuissants à accomplir, quoique leur liberté d'action fût incomparablement plus grande. Tous les historiens polonais ont pu le dire, et il faut le redire après eux : la Commission d'éducation de 1773 fut un véritable ministère de l'Instruction publique, et le premier que l'Europe eût encore vu. Le royaume « décrépit et féodal » montra la voie aux autres, dans le domaine pédagogique, comme il avait fait dans l'ordre politique. Il est le premier qui ait donné une forme concrète aux idées flottantes que les penseurs avaient répandues, le premier qui ait su tirer d'elles un système d'ensemble, à la fois parfaitement moderne et parfaitement national.

Aussi est-il stupéfiant de constater que cette réforme est restée, chez nous et ailleurs, à peu près complètement ignorée. L'ouvrage classique de Compayré (2) ne l'honore pas de la plus petite allusion. L'auteur parle d'Italiens, d'Allemands, d'Anglais, il s'arrête aux spéculations des pédagogues en chambre d'un peu partout, mais il ignore les réalisations des patriotes de Pologne. Rambaud, dans notre *Histoire générale* (3), leur consacre une demi-page, extrêmement

---

Société élémentaire. En 1808 Potocki introduisait l'instruction obligatoire dans les écoles primaires. M. Dmowski a pu déclarer à la Douma qu'en 1828 il existait à Varsovie deux fois et demie plus d'écoles qu'en 1900.

(1) A. Rambaud : Histoire de Russie, p. 461.

(2) G. Compayré : Histoire critique des doctrines de l'éducation en France.

(3) VIII, p. 336.

vague, et qui ne permet pas de se représenter le moins du monde leur originalité et leur portée, tant pédagogique qu'historique.

En vérité, les ennemis de la Pologne ont été parfois moins durs pour elle que ses amis. L'indifférence ou l'ignorance lui ont fait plus de mal peut-être que la haine. Un adversaire acharné des Polonais, Ouvaroff, ministre russe de l'Instruction publique sous Nicolas Ier, a rendu hommage à cette œuvre de la Commission. Un autre adversaire, Klewitz, président conseiller du département de la Prusse méridionale, s'exprimait ainsi en 1805 :

« Aussitôt après l'occupation, en 1793, de la Prusse méridionale, le clergé catholique et les écoles de cette province furent confiées au département trésorier de la Prusse méridionale. On a trouvé d'admirables lois du gouvernement polonais pour l'organisation des écoles, datant de 1783 et 1790. L'éducation tendait à former l'esprit, la morale et les pratiques religieuses, l'adresse et les forces physiques, la propreté domestique et l'ordre. La science enseignait à penser, à user pratiquement de ces connaissances ; elle apprenait à connaître la diététique, l'économie domestique du pays, elle donnait une idée de l'industrie des villes, elle s'efforçait enfin d'endurcir le corps et de l'habituer au travail. » Et il ajoutait, après cet exposé fidèle : « Quel nouveau gouvernement ne consentirait volontiers à avoir de semblables lois ? (1) »

Voilà des témoignages que leur origine rend doublement précieux, et qu'il n'est pas mauvais de rappeler. Organisation « admirable », dit un Prussien, et un Prussien de l'époque. Bien entendu, cela n'a pas empêché la Prusse d'y porter le fer et le feu.

***

On raconte qu'un jour un étudiant de l'Université de Vilna, Thomas Zan, fut amené devant le tribunal qui lui demanda où il avait appris l'amour de la patrie. Et il répondit « : Dans la grammaire de Kopczynski, où le cours de troisième calsse cite cet exemple : « Saint amour de la patrie, tu n'es ressenti que par les cœurs honnêtes (2). »

Oui, Nicolas Ier avait raison d'attribuer la vitalité du patriotisme polonais à l'éducation publique et à la littérature. Quel plus bel éloge peut être fait d'un régime scolaire ? Stszic écrivait dans ces *Considérations* à propos des membres de la Commission : « Ces hommes, si du moins les exécrables abus de la force leur permettent de respirer encore, ces hommes, une postérité plus heureuse que nous les honorera et gardera leur mémoire, saluant en eux les premiers auteurs de sa félicité. »

---

(1) L'Instruction publique au Royaume de Pologne, p. 13-14, (pubication anonyme de l'Agence polonaise de presse, Paris 1910).

(2) M. A. Leblond : La Pologne Vivante, p. 136.

Ces générations heureuses que Staszic évoquait, elles ne sont pas venues. Mais elles vont venir. Que feront-elles ? Qu'édifieront-elles ? S'il est permis de juger de l'avenir d'un peuple par son passé, la Pologne, qui fut capable, dans les pires conjonctures, de créer le plus complet système scolaire qu'on eût encore vu, saura, dans la paix et la liberté, avec sa souplesse et son merveilleux génie d'assimilation, se mettre très rapidement à la hauteur de ses destinées nouvelles et prendre la place qui lui revient dans l'évolution des peuples civilisés.

HENRI GRAPPIN.

Opinion anglaise sur la Pologne

La guerre a provoqué en Angleterre une prodigieuse littérature et on peut de plus en plus souvent rencontrer des avis émis par les auteurs les plus célèbres, que le partage de la Pologne avait été une des causes de l'accroissement du militarisme en Europe pendant tout le XIXe siècle et que cela avait été le premier pas sur le chemin qui a conduit la Prusse à envahir la Belgique. Les milieux universitaires éditent nombre de brochures à bon marché, à 20 centimes, sous le nom collectif : *Oxford pamphlets.*

Une de ces brochures sous le titre : « La valeur des petits Etats », a été rédigée par le vice-recteur de l'Université de Sheffield, H.-A.-L. Fischer, qui a écrit une étude plus vaste « sur la tradition républicaine en Europe ». Dans cet ouvrage, il avait défini les suites du partage de la Pologne de la manière suivante :

« La destruction de l'Etat polonais a probablement fait plus pour ébranler l'existence des monarchies d'Europe que n'importe quel autre complot politique à partir du commencement des monarchies européennes. La destruction de la Pologne, de même que celle de Jérusalem, a provoqué la dispersion des Polonais, comme celle des Juifs, par tout le monde. Les Juifs ont rempli une certaine mission dans l'économie de l'univers, comme usuriers et financiers, tandis que les Polonais y ont répandu la révolte contre les gouvernements injustes. En tête de tous les mouvements républicains du continent nous trouvons partout des Polonais. Nous les rencontrons dans les révoltes saxonnes de 1848, sur les barricades de Berlin, dans le mouvement républicain de Bade, dans les luttes pour l'indépendance en Italie et en Hongrie, dans le mouvement des Chartistes et dans la Commune française. Sans toit, mais sans peur, disciplinés par la guerre et ne craignant plus rien après tant de malheurs subis, ils constituaient le nerf de la révolution partout où le sort les a poussés. » (Pages 212-213 de l'ouvrage : *The republican tradition in Europe*, London 1911.)

Lord Acton, qui a publié une œuvre collective de 14 volumes : « Cambridge modern history » et qui a été l'historien anglais le plus éminent des temps derniers et, en même temps, l'adversaire du mouvement national, écrit dans son « histoire de la liberté » :

« Le partage de la Pologne a été l'acte le plus révolutionnaire de l'ancien absolutisme, il a créé la théorie des nationalités en Europe en changeant un droit inexprimé en une aspiration conciente et un sentiment indéterminé en une tendance politique. A partir de ce moment, il y avait une nation qui demandait la

reconstitution d'un Etat — une âme pour ainsi dire, cherchant son corps pour y recommencer sa vie — et, pour la première fois, on entendit un cri contre l'injustice de l'arrangement des Etats oppresseurs, une protestation contre leurs limites qui ne sont pas naturelles et contre le fait qu'un peuple entier était privé de son droit de former un état indépendant. Avant que cette exigence puisse être réalisée contre la puissance prépondérante de ses adversaires, avant encore qu'elle ait gagné une énergie suffisante, après le dernier partage, pour surmonter la longue habitude de soumission... l'ancien système de l'Europe était en ruines et un nouveau monde surgissait à sa place. » (Lord Acton, *History of freedom and other essays*, London 1907, p. 276.)

Nisbet Bain, l'auteur de l'ouvrage de « l'Europe slave », écrit : « Aucune sophistique ne peut justifier cette infamie. Ne parlons même pas de la prise du territoire ; mais ce qui est le plus terrible, c'est le fait d'avoir étouffé le mouvement national vers la réforme, d'avoir précipité dans le gouffre de l'anarchie et des abus le peuple qui, par ses efforts et ses sacrifices difficiles à comprendre, aspirait vers la liberté et l'ordre ; tout cela rend cet énorme crime politique complètement infâme. Mais ici encore la méthode de l'impératrice russe n'a pas été aussi sournoise que la conduite du roi de Prusse. Catherine a pris franchement sur elle le risque d'attaquer là où elle croyait trouver son profit. Frédéric-Guillaume II, lorsque la lutte fut terminée, après la chute de la confédération de Bar, a pris part sans aucun risque dans la spoliation d'un peuple qu'il avait juré de défendre. » (Nisbet Bain, *Slavonic Europe*, p. 404.)

Il n'y a pas longtemps qu'a paru un livre à bon marché (le prix du livre relié : 1 1/2 sh.) sous le titre : « La guerre et la démocratie », écrit par quatre professeurs et publié par la grande maison de Macmillan. (*The war and democracy*, by R.-W. Seton Watson, Dover Wilson, A.-E. Zimmern and Arthur Greenwood, Macmillan et C°, London 1915.) Dans cet ouvrage de 390 pages nous trouvons 14 passages sur la Pologne et un seul sur la Prusse, quoique ce livre parle de toute la politique mondiale des temps derniers et tâche de montrer les causes profondes de la guerre actuelle. Voilà les quelques considérations intéressantes extraites de ce livre répandu par des dizaines de mille exemplaires :

J. Dover Wilson, agrégé à l'Université de Helsingfors et enseignant actuellement à Cambridge, a rédigé un chapitre sous le titre : « L'idée nationale en Europe, de 1789 à 1914. » Il y écrit : « L'Angleterre a accepté aujourd'hui de nouveaux principes dans sa politique et a répondu à l'appel de Mazzini en entrant dans l'arène de la lutte et en déclarant être prête à prendre part dans l'organisation de la tâche européenne. Ses fils meurent sur le continent pour défendre le principe des nationalités, pour défendre le droit des autres peuples à cette liberté que nous devons à notre isolement. L'Angleterre lutte non seulement pour la liberté menacée de la

France, de la Belgique et de la Serbie, pour la liberté future de la Pologne, de l'Alsace-Lorraine et pour celle des peuples subjugués par l'Autriche et la Hongrie, mais aussi pour sa propre existence. » (Page 17.)

Le même auteur écrit plus loin : « Le XVIIIe siècle a été le siècle d'or du principe dynastique et les guerres longues et difficiles de cette époque ont été provoquées par la tendance de l'augmentation de puissance d'une dynastie royale quelconque. L'idée d'une nation, conçue comme un organisme vivant, comme quelque chose de plus qu'un certain nombre d'hommes vivant dans un même pays, parlant la même langue et dépendant du même monarque, cette idée n'a pas encore commencé à poindre dans le monde. Seules les grandes secousses intérieures où les souffrances infligées par la domination extérieure pouvaient réveiller la conscience nationale. Le sort a voulu que ces deux méthodes aient été mises à l'épreuve simultanément sur les deux limites extrêmes de l'Europe. » (N° 23.) « De la France au sommet de la victoire, et de la Pologne étouffée, partagée, broyée, il est difficile de dire laquelle de ces deux nations a contribué davantage au réveil de la conscience nationale en Europe. La Pologne a été le premier et le plus grand martyr de la foi nationale. La Pologne, par sa constitution, avait été mise à l'écart de toute l'Europe, gouvernée par des dynasties. Son existence même constituait déjà une insulte pour l'idéal admis du légitimisme et de la monarchie héréditaire, car aucune dynastie ne pouvait honnêtement s'approprier la Pologne par un mariage. C'était particulièrement insupportable pour ses voisins qui se sont constitués en grandes puissances, tandis que la Pologne, par suite de ses dissentiments intérieurs, était politiquement affaiblie. Il est intéressant de savoir, que le plan du partage est venu de Frédéric de Prusse, qui était forcé de s'entendre avec la Russie et l'Autriche, car il savait qu'elles ne lui auraient pas permis de s'approprier tout ce pays. » (P. 24.)

En effet, du commencement à la fin, l'histoire des partages de la Pologne est un bon exemple de la politique réaliste de la Prusse ; ce qui a été peut-être le plus frappant, c'est que les partages de la Pologne n'ont pas paru déshonorer les envahisseurs devant l'opinion publique de ce temps. Quoique la Pologne, par l'effort héroïque tenté pour se défendre, se soit transformée en une monarchie héréditaire constitutionnelle, à l'exemple de l'Angleterre; la Prusse, en jouant le rôle de Judas, appuyait d'abord cette réforme, mais lorsque la Russie a eu recours aux armes à l'instigation des réactionnaires polonais, et lorsque les Polonais se tournèrent vers la Prusse en lui demandant du secours pour défendre sa constitution, Frédéric-Guillaume, traître, a non seulement refusé le secours, mais a même envoyé son armée pour occuper le territoire polonais. » (Page 25.)

Dans le même ouvrage, Alfred Zimmern, professeur d'Oxford,

écrit sur la persécution des Polonais en Prusse et surtout sur le discours teuton de Guillaume II à Marienbourg, en 1902: « Ces appels teutons ne sont ni de l'hypocrisie, ni de l'insincérité consciente : ils sont simplement un mélange ridicule de romantisme moyen-âgeux et de mégalomanie royale en retard de plusieurs siècles. Ce qui était possible pour les chevaliers de la Prusse, il y a cinq ou six siècles, devient une absurdité tragique et un crime abominable aujourd'hui envers une nation vivace et sensible, comme les Polonais et encore plus envers un Etat national hautement civilisé, comme la Belgique et la France. C'est une ineptie qui n'a pu être inventée que par un monarque théâtral et c'est un crime que seule, une autocratie militaire, peut tenter. » (P. 97.)

Un autre collaborateur de la même œuvre, R.-W. Seton-Watson, enseignant à New College, à Oxfort, écrit :

« Les Allemands, qui avaient si noblement gagné leur délivrance de l'oppression extérieure en combattant Napoléon, n'ont pas donné la liberté à leurs propres sujets : Polonais, Danois et Lorrains. Les dernières années ont aiguisé le conflit dont le commencement date du crime fatal du partage de la Pologne. » (P. 123.) ... « L'époque de 1790 à 1848 est l'époque de l'avènement des Etats nationaux, préparée par le grand crime du partage de la Pologne, qui est devenu la cause première de tant de malheurs récents. » (P. 129.)

Dover Wilson écrit plus loin :

« Alexandre Ier a fait ce qu'il a pu pour la Pologne au Congrès de Vienne. Il parlait avec éloquence pour la Pologne réunie et il devait même gagner à ce plan la Prusse, en lui offrant une compensation en Saxe. Mais la France, l'Angleterre et l'Autriche s'y sont opposées et il a dû céder à la pression de ces puissances. La Russie a moins de torts dans la situation actuelle de la Pologne que ses voisins d'Occident, parmi lesquels nous; nous avons péché le plus, car lord Castlereagh a été le principal adversaire d'Alexandre dans la question polonaise. Actuellement, la Russie essaye de tenir la promesse qu'on ne lui a pas permis d'exécuter il y a cent ans. » (Page 197.) « La guerre actuelle fera beaucoup pour la Russie, beaucoup pour la Finlande, beaucoup pour la Pologne. La Russie lutte pour la défense des petites nationalités contre l'oppression, elle lutte contre la bureaucratie militariste, qui s'appelle l'Allemagne, elle lutte pour la liberté et pour qu'on tienne les conventions sur lesquelles repose la liberté des Etats et des individus. Tout cela doit exercer une grande influence sur la conscience nationale et peut même, pour la première fois, montrer aux masses profondes l'importance de la liberté politique. La guerre a été toujours bienfaisante pour la Russie. La guerre de Crimée est devenue la cause de l'affranchissement des paysans, celle du Japon a amené l'établissement de la Douma et la guerre actuelle a déjà donné des résultats stupéfiants. » (Page 203.)

De pareils propos émis dans un livre populaire à bon marché, écrits par des savants éminents et répandus par une Société éditrice des plus importantes, doivent exercer une grande influence sur l'opinion publique, non seulement en Angleterre, mais dans le monde entier.

Chose singulière pourtant, que les mêmes auteurs qui blâment d'une façon si unanime le partage de la Pologne, ne croient pas possible d'écarter purement et simplement ses effets et veulent refuser à la Pologne future la possession de Gdansk (Dantzig) et de Krolewiec (Kœnigsberg), parce que ce sont aujourd'hui des villes allemandes ! Ils oublient que, dans la question des limites d'Etats nationaux, à part les conditions ethnographiques, ce sont aussi les traditions historiques et le droit international qui décident. Si donc ce droit a été entamé, l'affaire ne peut pas être périmée après cent cinquante ans. La politique agressive de la Prusse ne peut être brisée, une fois pour toutes, que par l'annulation de l'effet de la violence la plus grande, qu'elle ait jamais commise. Puisque pendant tant d'années les Allemands ont gouverné les Polonais, pourquoi ne pourraient-ils pas supporter à leur tour le gouvernement bien plus clément de la Pologne ? S'ils démontrent une résistance nationale aussi forte que la nôtre, et s'ils restent pendant cent cinquante ans Allemands sous le gouvernement polonais, c'est alors qu'on aura le temps de réfléchir, s'ils méritent de retourner à l'Etat prussien, si toutefois ils le voudront bien eux-mêmes, après avoir goûté la liberté polonaise ?

La frontière occidentale de la Pologne est toute indiquée par sa tradition historique et ce qui peut être changé dans ses limites d'avant les partages, dépend des raisons ethnographiques et stratégiques qui réclament, pour la sûreté de la Pologne, certaines de ses possessions anciennes, notamment la Silésie et une partie de la Poméranie, à l'est de l'Oder. La Silésie nous est nécessaire, car elle est habitée, en grande partie, par la population polonaise et nous ne pouvons pas nous exposer à avoir une enclave prussienne entre la Bohême et la Pologne. La partie de la Poméranie jusqu'à l'Oder avec Szczecin (Stettin) est indispensable pour le développement national de la Pologne, car chaque Etat de l'Europe centrale a besoin d'un accès à la mer et d'une certaine proportion des côtes par rapport à sa surface. Pour garantir la paix en Europe, la mer Baltique doit être partagée d'une façon juste : aujourd'hui elle est par trop la mer allemande. Espérons, que cet argument sera repris au Congrès, qui va déterminer les conditions de la paix, quoiqu'il ne soit pas partagé par les honorables auteurs du livre excellent : « De la Guerre et de la Démocratie. »

En tout cas, il faut leur rendre hommage pour la défense éloquente du principe de la conscience nationale et pour avoir démontré les mérites des Polonais dans la lutte pour la victoire de ce principe.

W. LUTOSLAWSKI.

Une Confession allemande

à travers une Lettre polonaise

Le fameux professeur Karl Muth, de Munich, fondateur et directeur d'une revue, nommée *Hochland*, publiée depuis une dizaine d'années, a imaginé un stratagème très réussi pour défier la censure et dire la vérité à ses compatriotes sur ce qui les menace. Il a prié son ami et collaborateur, le célèbre philosophe polonais Vincent Lutoslawski, qui avait depuis plusieurs années fourni des études remarquables au *Hochland*, de lui écrire ses sentiments au sujet de la guerre mondiale. L'écrivain polonais (qui enseigne à l'Université de Genève la métaphysique, en attirant à ses cours un auditoire international), écrivit à son ami Muth plusieurs lettres qui ne manquaient pas de sincérité, ni de force de conviction, mais qu'il était impossible à publier en Allemagne, à cause des dures vérités qu'elles contenaient. Muth a trouvé un moyen de les faire passer par la censure allemande et de les accompagner d'une introduction qui puisse éveiller l'attention somnolente des lecteurs, sans froisser le censeur. Il en fit la matière d'un article intitulé : « Illusions nationales polonaises », dans un numéro spécial, tiré à très grand nombre d'exemplaires, de la revue *Suddeutsche Monatshefte*, publiée à Munich. C'est le numéro de février 1915, entièrement consacré à la Russie. Un article sur les aspirations polonaises y paraissait bien à sa place et excitait moins les suspicions du censeur que dans la revue *Hochland*, dont les lecteurs connaissaient Lutoslawski et la haute estime de Muth pour ce penseur, un des esprits les plus originaux de la Pologne contemporaine.

Mais ce qu'il y a de plus stupéfiant, c'est que Muth ne dit presque rien dans son article des aspirations polonaises, le titre n'est évidemment qu'un trompe-l'œil. Tout l'article consiste dans la publication de lettres *sur l'Allemagne* du penseur polonais, avec une introduction qui présente celui-ci au lecteur comme représentant de « l'élite intellectuelle et aristocratique du monde entier » (p. 625), comme un des maîtres de la pensée nationale polonaise, comme un homme d'une grande influence internationale, collaborateur de revues anglaises, italiennes, espagnoles, ami de beaucoup de grands hommes, parmi lesquels Muth cite le cardinal Mercier.

Pour permettre au lecteur de vérifier ces assertions, Muth le renvoie aux ouvrages principaux de Lutoslawski, publiés en allemand, en anglais et en français. Il cite son livre : *Seelenmacht*,

Abross einer reitgemaessen Weltauschanang, publié chez Engelmann, à Leipzig; l'ouvrage *The origin and Growth of Plato's Logic*, publié chez Longmans, à Londres, et enfin son dernier ouvrage français, *Volonté et Liberté*, publié chez Alcan, à Paris. Il raconte ses relations avec le Polonais et rappelle ses articles dans le *Hochland*, qu'il considère comme remarquables ; il dit enfin que la figure du philosophe, dont il mentionne les nombreux voyages, lui a paru intéressante et « nicht alltaglich ». Après avoir excité ainsi l'intérêt du lecteur par ce luxe des renseignements, Muth cite les lettres qu'on va lire et où il s'agit de l'Allemagne et nullement de la Pologne. Pour terminer, sans en discuter aucunement le contenu, Muth écrit : « Le peuple allemand n'a rien à craindre de pareilles révélations et il doit savoir, ce que ses ennemis pensent de lui. On ne peut plus douter à l'avenir que, parmi ses ennemis, il faut compter une partie des Polonais dont la conscience nationale est éveillée. »

On voit, que le titre de l'article aurait du être : « Illusions d'un Polonais au sujet de l'Allemagne. » Mais, au fond, le lecteur, après avoir été averti, que les opinions, qu'il va lire viennent d'un penseur éminent et influent, original et estimé comme ami par beaucoup de grands contemporains — que ces opinions sont partagées par l'élite intellectuelle et aristocratique du monde entier. — Que va-t-il penser, sinon que Muth aussi les partage ? C'est ainsi, du moins, que l'article de Muth a été interprêté par le *Daily Telegraph* en Angleterre et la *American Review of veviews*, à New-York, qui ont traduit et approuvé les lettres du philosophe polonais, en attribuant à Muth le mérite de vouloir avertir ses compatriotes du sort qui les menace.

Nous n'avons aucune raison de penser autrement, et c'est pourquoi nous attribuons à cette publication une importance symptomatique. En admettant, que Muth n'ait rien changé aux lettres de son ami, c'est bien le publiciste allemand qui parle à travers le texte du penseur polonais. Ces lettres d'un Polonais deviennent la confession d'un Allemand par la manière de leur publication. Cela leur donne une importance toute particulière. Voici le texte de la première carte :

Cette guerre, provoquée par une agression contre deux petits Etats, ne sera pas terminée avant que toute servitude des nations ne soit abolie pour toujours. Seulement la victoire de la civilisation occidentale sur les destructeurs de Louvain et de Kalisz peut garantir la liberté des nations contre tout oppresseur. Ce que la Pologne pourrait espérer de la Prusse, nous l'avons vu à Kalisz et à Czestochowa et on le sait aussi à Saverne, Louvain et Anvers.

Deuxième lettre :

Barby, 8 *janvier* 1915.

Mon cher Ami,

Je vois, en lisant votre carte caractéristique du 19 décembre, jusqu'à quel degré vous ignorez la situation réelle. Vous êtes menacé d'une désillusion si terrible, que je voudrais vous y préparer. La répu-

tation des Allemands est détruite pour longtemps, et même l'honneur a été perdu par la destruction cruelle de la Belgique et par les mensonges si souvent réfutés de vos chefs. Votre pays est menacé par la pauvreté et la misère, par des guerres civiles et les Allemands les plus intelligents pourraient diminuer ces dangers, si leur conscience s'éveillait et s'ils réussissaient à se voir eux-mêmes et leur gouvernement, dans la même lumière dans laquelle l'opinion publique en Europe et en Amérique les voit pour longtemps. Sous le rapport militaire, vous vous êtes préparés à cette guerre de brigands pendant quarante-quatre ans, tandis que les puissances occidentales n'étaient pas préparées et ne voulaient pas la guerre. Et cependant, même sous le rapport militaire, le système prussien s'est montré inefficace. Dans l'espérance de conquérir des pays étrangers, toute l'Allemagne s'est soumise aux Prussiens, les gens de moins d'esprit dans votre pays. Les Prussiens sont des Slaves germanisés, le rebut moral parmi les Slaves, ceux qui en craignant la violence ont renié leurs ancêtres et sont devenus eux-mêmes des instruments de la violence (qui agissent par la terreur, en l'inspirant aux faibles). Les Gurkha (que vous méprisez injustement) sont des troupes nobles, de race très ancienne et se réjouissent de combattre de pareils barbares. Vous même, vous vous êtes plaint depuis des années, que toute puissance créatrice a disparu en Allemagne. Cela vient de la domination prussienne. Les Prussiens sont des Janitschars du Nord et ils ont l'esprit de l'Islam : manie destructive, banditisme, violation de la foi jurée. Tout cela est bien prouvé et généralement admis dans les pays neutres qui, auparavant, étaient germanophiles : en Italie, en Amérique, en Suède, en Hollande, etc. Vous avez beau nier : tout le monde est uni contre vous et votre seule excuse, c'est que vous avez été trompé par votre gouvernement.

Voilà votre position, toute autre est la nôtre. La conscience de l'Europe se réveille dans cette croisade contre ces Musulmans, prétendant passer pour des chrétiens que produit la Prusse (dans l'original, l'expression est plus forte, mais difficile à rendre en français : *die verkappten Muselmanner, die Scheinchristen preussischer Fabrication*). On sait que le partage de la Pologne fut le premier et le plus grand de ces crimes odieux qui ont conduit plus tard à la ruine de la Belgique. Et le partage de la Pologne sera annulé après la guerre. Nous allons récupérer non seulement toutes les terres que nous avions en 1771, mais aussi la Silésie, la Poméranie et la Prusse orientale. Nous allons administrer ces pays avec justice, et dans une génération tous les Polonais germanisés (superficiellement) qui habitent ces provinces, éprouveront l'éveil de leur conscience nationale polonaise. Les Anglais et les Français ont gagné l'amour de leurs sujets dans toutes les parties du monde — les Prussiens n'ont jamais su le faire — ils n'éveillent que haine et mépris. La Russie qui, par un seul décret, a introduit l'abstinence de l'alcool, est moralement supérieure à la Prusse (qui empoisonne ses adversaires sur le champ de bataille). Mais la Russie ne va pas nous gouverner, car nous méritons l'indépendance.

Lisez cette lettre dix fois, mon cher ami, et pensez bien, que ce qui suit, ce ne sont pas mes opinions personnelles, mais le verdict unanime du monde civilisé. Les Allemands seront forcés d'apprendre l'humilité (et d'abandonner l'arrogance qui les caractérise actuellement). Ils auront à peine du pain et personne au monde ne voudra plus acheter des marchandises allemandes. Il vous sera impossible de maintenir vos universités et le niveau, déjà très bas de votre éducation, s'abaissera encore, comme en 1648. Pauvre Zeppelin, aucoup de ses compatriotes considèrent comme un grand

homme, il ne pourra rien y changer ! Les Allemands ont un beau passé et c'est la seule consolation qui leur restera. Vous avez, en vérité, germanisé la plupart des peuples de l'Europe, il y a bien des siècles, mais maintenant nous retournons à l'idéal ancien celtique et nous nous émancipons des brigands qui arrêtaient les progrès du christianisme depuis l'invasion des Germains dans l'empire romain. Maintenant nous désirons la paix, la justice, la vie nationale et tout cela les Allemands ne peuvent pas le donner aux autres ,car ils ne l'ont pas eux-mêmes. Leur avidité, leur cruauté a paralysé chez eux toute force spirituelle. La victoire de la civilisation occidentale sur les hordes nomades des Prussiens — même avec l'aide des Marocains, qui sont plus honnêtes que les Prussiens puisqu'ils respectent les traités — sera aussi pour les Allemands le commencement de leur liberté. C'est une véritable joie de voir l'unanimité des nations chrétiennes vis-à-vis de la coalition turco-prussienne ! Vous ne pouvez en avoir aucune idée à Munich et cette lettre sincère, amicale, ne vous parviendra probablement pas. Le censeur militaire qui l'arrêtera sera bien irrité, mais cela ne changera rien. La violence ne réussit plus, c'est à la charité qu'appartient l'avenir. Si quelqu'un voulait lutter encore avec les vieilles méthodes, la parole « Louvain » suffira pour le contenir. Personne n'envie à Manteuffel sa triste gloire. Si seulement une partie de cette lettre vous parvient, considérez-là comme un témoignage de mon amitié et de ma bienveillance. Je prie Dieu qu'il vous protège avec votre famille dans ces temps terribles.

Pour tranquilliser le censeur, Muth se contente, après avoir cité toute cette lettre — un réquisitoire aussi juste que terrible — de dire, que les espérances qu'elle exprime sont « thoricht ». Mais il s'empresse d'ajouter que l'auteur est compétent *pour juger de l'Allemagne comme peu d'étrangers, puisqu'il a fait ses études dans une Université allemande, puisqu'il connaît la philosophie et la science allemande et puisqu'il a été même un écrivain allemand.* Qu'est ceci, sinon un avis aux lecteurs ?

Muth excite la curiosité du lecteur en annonçant, qu'il ne peut pas imprimer toute entière une autre lettre, qui contenait des jugements personnels sur le Kaiser, mais il en cite les passages suivants :

J'ai prédit cette guerre publiquement depuis cinq années et je l'ai prévue depuis vingt ans comme une nécessité et comme le fait le plus important de l'histoire universelle. Je lis des livres et des journaux sur la guerre, publiés en France, Italie, Angleterre, Amérique et Allemagne et j'y réfléchis constamment. Je reçois beaucoup de lettres particulières des combattants des deux côtés, de prisonniers et de soldats. Je considère sérieusement, comme ma tâche principale d'apprendre la vérité et de la constater.

Je puis me tromper quant à la quantité des pertes, car en ceci personne ne sait l'entière vérité, mais, quant aux choses essentielles, j'ai toute occasion d'arriver aussi près que possible de la vérité.

Les Allemands se sont préparés depuis des années à cette guerre, ils ont créé chez tous les voisins une organisation d'espionnage si puissante, comme jamais aucun peuple ne l'a fait. Des vaisseaux en pleine mer étaient informés de la déclaration de la guerre plusieurs mois à l'avance. Des préparations militaires ont été faites secrètement en Belgique, en France et en Angleterre. L'impôt extraordinaire sur le capital était calculé en vue d'une guerre imminente.

L'assassinat de l'héritier du trône autrichien n'a rien à faire avec la guerre (s'il n'était pas provoqué par la police autrichienne pour servir de prétexte à l'invasion) ; cet assassinat, d'ailleurs, était à attendre. Quand on opprime un peuple, les tyrans doivent être préparés à voir surgir dans le peuple des assassins qui les exterminent. Le peuple serbe était opprimé depuis des générations en Autriche-Hongrie. L'héritier était averti, qu'un danger le menaçait et on n'a presque pas pris de précautions. Ni les Français, ni les Anglais, ni les Russes n'étaient préparés à la guerre. Aucun de ces peuples ne voulait la guerre, personne ne pensait à attaquer l'Allemagne. Même l'Autriche était déjà prête à entendre des conseils raisonnables au dernier moment et l'Allemagne a toute la responsabilité du commencement des hostilités. Des cruautés barbares furent commises par l'armée allemande en Belgique, qui n'ont pas eu de précédent dans toute les guerres de Napoléon. Cette conduite a été imposée par les chefs et des milliers d'officiers sont devenus fous, après s'être laissés emporter à des actions diaboliques. L'armée allemande a outragé tous les droits naturels humains, comme le parlement allemand l'avait fait avant elle. La punition et l'expiation doivent être terribles. Il faudra pendant cent ans tous les revenus, tous les gains de tous les Allemands, pour payer les dommages causés en Belgique, en France et en Pologne. Cent milliards de contribution suffiront à peine. La flotte doit être remise tout entière, le service militaire sera défendu aux Allemands pendant une génération, tout le peuple allemand deviendra un peuple d'esclaves, parce qu'il a abusé si honteusement des armes, en infligeant tant de destruction avec ses armes à des populations innocentes. Pour expier ces crimes, plusieurs générations devront travailler durement, et travailler pour les victimes de la guerre. Puisque les Allemands ne respectent aucun traité, il faudra que tout le territoire allemand soit occupé par des Slaves, des Français et des Anglais et il faudra surtout, que l'éducation nationale des Allemands soit dirigée par des Européens instruits, dans un esprit totalement opposé à celui des hobereaux prussiens, pour élever une génération plus humble, avant que le peuple allemand puisse obtenir sa liberté civile. Il n'y a plus au monde d'empire universel. Même l'empire britannique n'a aucune domination universelle et il doit compter avec l'opinion publique des Egyptiens, des Hindous et des Boers. Les Allemands sont, parmi tous les peuples, les moins capables de régner sur les autres, car ils ne comprennent jamais les autres, ils voudraient les germaniser tous. Ils n'ont acquis ni l'amour des Herreros, ni celui des Polonais. L'unanimité, avec laquelle tous les habitants de l'empire britannique participent à la guerre, ne serait jamais possible dans un empire dominé par les Allemands. Les Allemands n'ont réussi à susciter une révolte insignifiante, que dans une seule colonie britannique, et cette révolte a été supprimée par les Boers eux-mêmes, presque sans l'aide des Anglais. Et cependant on a fait de grands efforts dans toutes les colonies anglaises et françaises pour exciter des révoltes. Un empire mondial, comme l'empire britannique, est une œuvre de Dieu, comme l'Eglise universelle (Muth et ses lecteurs sont catholiques, au moins de nom). Le même diable qui tenta Luther et qui lui fit croire, que l'ambition humaine suffit pour fonder une nouvelle église, a tenté Treitschke et ses disciples à s'imaginer qu'avec des armes, des mensonges et de la violence on pouvait créer un empire mondial allemand. C'est tout à fait impossible. L'empire britannique a été créé en dehors de tout plan humain, c'est une œuvre de Dieu miraculeuse, comme l'Eglise. Il se décomposera tout seul, quand toutes ses parties seront mûres pour l'indépendance. Mais aucun peuple de la terre ne saurait détruire l'empire britannique, car cet empire est nécessaire pour

défendre la liberté sur la terre. Les Allemands, qui n'ont pas de liberté politique chez eux, qui se laissent dominer par les Prussiens, n'ont pas la vocation de dominer le monde. Pour un avenir illimité l'union des deux grandes puissances coloniales, des Anglais et des Français — qui, tous les deux, ont exécuté légalement leurs voies, parce qu'ils avaient besoin de la liberté qu'ils aiment — garantira les conditions politiques sur toute la terre. Seulement les peuples libres peuvent diriger les autres et Heine avait amèrement raison, quand il disait des Allemands : « Nous nommons *Vaterland* le pays qui appartient héréditairement à nos princes. » Un peuple tellement servile comme les Allemands ne peut longtemps dominer les autres ; il doit être dompté et conduit vers la liberté. Cette guerre est la dernière croisade contre l'Islam. En Europe, l'Allemagne était devenue le centre de mœurs et de tendances antichrétiennes et c'est la raison pour laquelle l'Allemagne doit être humiliée par les puissances occidentales chrétiennes et par la Russie chrétienne. La victoire des alliés occidentaux est entièrement certaine. La Grande-Bretagne a déjà dompté deux empereurs ambitieux de dominer le monde : Philippe II et Napoléon. Seulement l'ignorance pouvait maintenir l'espérance, qu'une parodie de Napoléon, un mauvais cabotin, comme Guillaume, pourrait réaliser, ce qui n'a pas réussi à Napoléon. Vous vous fâchez que les Asiatiques et les Africains participent à la guerre, mais c'est justement le meilleur témoignage en faveur des méthodes du Gouvernement anglais. Les Hindous et les Marocains luttent volontairement pour la civilisation occidentale et pour la liberté, parce qu'ils comprennent la cause pour laquelle ils luttent. Les Bavarois se laissent tuer pour la domination universelle de la Prusse sans comprendre ce que cette domination pourrait procurer de bon pour eux ou pour l'humanité. Il en suit que dans cette guerre les Marocains sauvages sont supérieurs moralement aux Bavarois ou Autrichiens trompés.

Après avoir cité tout au long ces dures vérités, Muth ne fait pas le moindre effort pour en affaiblir la portée, il s'exclame ironiquement, qu'en Allemagne on ne pourrait trouver personne qui envisage la situation actuelle à ce point de vue ! On serait tenté, vu l'inclinaison des Allemands à la falsification des documents, de supposer, que le texte de ces lettres a été inventé par Muth lui-même pour trouver un prétexte de dire la vérité à ses compatriotes. Ainsi, à tout hasard, nous avons demandé à M. Lutoslawski si les lettres publiées par Muth sont authentiques et nous l'avons prié de nous fournir le texte complet de ce qu'il avait écrit à son ami. Il en résulte, que Muth a omis tout ce que Lutoslawski, disait sur l'avenir d'une Allemagne définitivement émancipée de l'influence prussienne et sur le rôle criminel des Hohenzollern dans l'abaissement de l'Allemagne actuelle, qui ne peut pas ne pas amener un châtiment historique de cette race égarée.

On comprend pourquoi Muth a omis ces passages... Ce qu'il avait cité des lettres de son ami, avec tous les éloges qu'il avait décernés à sa personnalité si éminente suffisaient pour faire réfléchir ses lecteurs, sans réveiller la vigilance du censeur. Il a donc fait semblant, que les opinions des Polonais ne méritent pas la critique pour se dispenser de les critiquer, car il n'avait rien à y répondre.

La publication de pareilles lettres en Allemagne est, au fond, une confession de faiblesse, un commencement de la sagesse, bien timide, bien tardive, présentée d'une façon équivoque. Mais, enfin, peut-on demander aux esclaves beaucoup plus ? Et l'Allemagne « intellectuelle » n'a-t-elle pas donné des preuves que, seule et par ses propres moyens, elle n'arriverait jamais à s'affranchir du joug impérialiste qui la dégrade ?

En tout cas, si nous nous trompons, si contre toute vraisemblance l'Allemand Muth, publiant de cette singulière façon l'accusation terrible du Polonais Lutoslawski, ne partage pas au fond ses idées ; si ce n'est encore qu'une arrogance allemande et non le commencement de l'humilité salutaire, nous avons toujours l'avantage, en mettant cet épisode sous les yeux des lecteurs, de leur donner une preuve nouvelle, dans les paroles éloquentes du philosophe polonais, de cette profonde communion d'âmes qui fait la force morale des Alliés, depuis les plaines polonaises jusqu'aux polders belges !

Une Lettre ouverte à M. Paul Balmer

Avocat au barreau de Genève,

Auteur des *Allemands chez eux pendant la guerre* (1).

Monsieur,

Bien que je n'aie point l'honneur d'être connu de vous, je prends la liberté de vous écrire, après avoir lu d'un trait votre intéressant livre : « Les Allemands chez eux pendant la guerre. » Mieux que personne j'étais à même d'apprécier la justesse des observations que vous avez recueillies en Allemagne et en Autriche, car je connais ces deux empires et je me trouvais à Vienne à titre de . . . réfugié, à l'époque où vous y avez séjourné.

En avril dernier, je me suis amusé à rédiger, moi aussi, mes « Impressions d'Allemagne » pour moi tout seul d'ailleurs, car, redoutant le panier des rédacteurs, j'ai hésité à bombarder de ma prose un journal quelconque. Bien m'en a pris, puisque je n'aurais rien pu publier que vous n'ayez glané et noté au cours de votre voyage d'exploration. Cela n'empêche pas que j'ai eu du plaisir à constater, qu'à maintes reprises nous avons observé les mêmes choses, que souvent nous avons été identiquement frappés par certains aspects nouveaux, que la guerre a donnés aux peuples du centre de l'Europe ; j'en ai conçu de la fierté et je n'ai pas résisté à la vanité de me dire dans mon for intérieur, que les beaux esprits parfois se rencontrent !

Ce qui charme surtout dans votre livre c'est le large souci d'im-

---

(1) En novembre et en décembre 1914, *le Journal* publiait, sous la signature de M. Paul Balmer, avocat au barreau de Genève, une série d'articles, composés au cours d'un voyage en Allemagne et en Autriche. Ces articles furent ensuite réunis en un volume, sous ce titre : « Les Allemands chez eux pendant la guerre. Impressions d'un neutre. » Rédigés par un écrivain doué d'un esprit d'observation affiné, ils sont comme qui dirait une « photographie » de la physionomie actuelle de l'Allemagne pendant la guerre. Cependant, M. Balmer a eu une défaillance : en décrivant « comment Vienne s'amuse », il a abordé la question quelque peu ardue et embrouillée des nationalités qui vivent côte à côte dans la province autrichienne de la Galicie, c'est-à-dire dans cette partie de la Pologne qui échut à l'Autriche lors du partage de la Pologne et du rôle que cette province joue dans la vie économique et politique de la monarchie austro-hongroise.

Comme ces sujets lui étaient étrangers, il enregistra de confiance les renseignements que lui fournissaient des informateurs plutôt superficiels et il en résulta une note fausse en désaccord avec l'harmonie de l'ensemble.

Les Viennois se plaignent, d'après M. Balmer, d'être épuisés par tous les organismes parasitaires attachés comme des poulpes aux flancs de l'Empire, C'est le Hongrois, le Tchèque, *le Galicien*, le Slovaque, l'indigène de Trente. tout un caméléon exigeant et complexe dont il faut que, en temps de paix, l'Autriche assume l'éducation et, en temps de guerre, l'entretien.

partialité dont il s'inspire et qui en fait « une œuvre vraiment utile » à un moment où « sévissent », comme vous le dites si bien, « les passions véhémentes » et où « les jugements les plus judicieux sont obscurcis ».

Mais il faut que vous me permettiez, Monsieur, une critique, une seule, ou plutôt un reproche à cause de deux pages de votre livre qui sont en désaccord avec vos principes de vérité et d'équité.

Je sais bien, Monsieur, qu'en parlant de la Galicie, mon pays et des Galiciens, mes compatriotes, vous n'avez fait qu'enregistrer une opinion très répandue à Vienne, où l'on ne se donne pas trop la peine d'établir la différence qui existe entre les Juifs et la population autochtone, c'est-à-dire les Slaves proprement dits de la province. A moi-même il n'est arrivé que trop souvent d'entendre des Viennois désigner sous le terme de *Polen* ces réfugiés aux traits caractéristiques qui trahissent leur origine spéciale.

Seulement, comme vous n'avez pas cru nécessaire d'ajouter quelques éclaircissements personnels aux propos fantaisistes de vos amis viennois sur mon pays, il est à craindre, que vos compatriotes, en vous lisant, ne se fassent une idée singulièrement fausse sur son ethnographie.

Et reparlant des Galiciens, dont plus de douze cent mille ont dû abandonner leurs foyers, se retirer au delà des Carpathes, les uns fuyant les batailles, les autres parce que les autorités militaires les forçaient à évacuer les places fortes, voici comment l'auteur des « Allemands chez eux » les dépeint sans se soucier de ce que cette généralisation outrancière peut avoir d'inconvénients.

Le Galicien hante les rues de Vienne, il y étale sa déplaisante détresse. Impossible de se promener sur le Ring sans rencontrer des théories de juifs polonais ou ruthènes, reconnaissables à leurs longues houppelandes, à leurs bottes maculées, à leur bonnet de fourrure. Ils vont droit devant eux, minables au possible, l'air absent, leurs douloureuses figures de Christ hagards disent les misères endurées et l'affolement des fuites éperdues. Ils sont venus comme cela deux cent mille à Vienne, chassés par l'invasion des Slaves auxquels ils appartiennent cependant. Un Anglais dirait d'eux qu'ils sont inconfortables ; de toute évidence ils troublent le Viennois dans sa quiétude et le rebutent. Et c'est pour ces gens-là, répète-t-on, que nous combattons en Galicie. Quelle fâcheuse province ! Notre lutte pour la recouvrer est sans espoir. Heureusement, en somme. Car ce pays nous a coûté des millions sans aucun profit quelconque. Paresseux, superstitieux et voleur, le Galicien s'est montré incapable d'élever sa condition sociale et c'est nous, les Allemands (d'Autriche) qui devons travailler pour le nourrir. Si les Russes nous en débarrassent, ce ne sera, après tout, qu'une perte médiocre.

Et M. Balmer conclue aussitôt : « Les Autrichiens s'expriment tous de même. On voit qu'ils tiennent en piètre estime les Slaves de la Monarchie. »

Les Polonais de la Galicie qui avaient eu en main l'article du *Journal*, ou le livre de M. Balmer furent assez justement choqués de ces conclusions qui les mêlèrent aux Slaves de pure provenance dans le même sac, que les Israélites de race sémite. Un « réfugié » de la Galicie, le comte Maurice Mycielski, qui réside depuis plusieurs mois à Lausanne, se fit leur porte-voix en rédigeant, à l'adresse de M. Paul Balmer, une lettre pour protester contre les inexactitudes ethnographiques et économiques concernant la Pologne autrichienne, que l'auteur des « Allemands chez eux » avait recueillies à Vienne et dont il avait endossé, en quelque sorte, la responsabilité en négligeant de les réfuter, en en tirant des réflexions objectives. Cette lettre, en voici la teneur. Nous croyons utile de la publier, car elle jette certaines lumières sur la situation économique et sur la composition de la population de ce pays si intéressant depuis qu'il est devenu un des principaux théâtres de la guerre et qui est si peu connu.

LA R. DE P.

Que n'avez-vous remis, Monsieur, en quelques mots, les choses àu point et comblé certaines lacunes statistiques de vos légers informateurs ! Tel quel le chapitre XII de votre ouvrage aux pages 158-160 laissent supposer : que la Galicie est totalement peuplée de Juifs-Slaves paresseux, superstitieux et... voleurs !

Il suffisait d'un simple renvoi, ce renvoi s'imposait même, où vous auriez dit ce que vous savez aussi bien que moi, que les Juifs, très nombreux en Galicie, oh ! beaucoup trop nombreux, je vous le concède, ne composent cependant qu'une minorité infime de la population galicienne (à peu près 800.000 sur 4.000.000 de Polonais et 3.500.000 Ruthènes) et qu'en outre, le terme « Juifs-Slaves » est une absurdité, comme le serait celui de « Suisses... nègres » !

Je n'ai pas l'intention de rompre des lances pour la défense des Juifs. Que les Viennois les tiennent pour des paresseux et des voleurs, c'est leur affaire, mais il ne peut m'être indifférent que 4 millions de Polonais soient compris dans cet anathème global. Je me rebiffe. Nous autres, les Polonais, nous ne sommes pas tous des paresseux, j'en connais personnellement qui sont des rudes piocheurs, j'en connais aussi quelques-uns qui ne vivent pas de cambriolages !

Espérons, Monsieur, que tous vos lecteurs suisses ne vous auront pas pris au mot.

Quant au préjugé qui court le monde des Juifs-slaves, il est plus difficile à redresser. Vous même, Monsieur, après avoir parlé exclusivement des Juifs et les avoir appelé les « Galiciens », vous concluez : « On voit, que les Autrichiens tiennent en piètre estime les Slaves de l'Empire. » Vous aggravez le malentendu. Laissez-moi vous dire, Monsieur, qu'il n'y a pas de Juifs-slaves, ni en Galicie, ni nul part ailleurs. Il n'y a que des Juifs tout court qui vivent en étrangers parmi les Slaves et, ce qui plus est, en étrangers hostiles en général. Et si l'on s'obstine à les rattacher à un des peuples qui se rencontrent en Pologne, c'est plutôt aux Allemands, qu'il conviendrait de les assimiler.

En effet, les Juifs ont toujours été et partout, à part quelques exceptions, l'avant-garde du pangermanisme qu'ils admirent et dont ils préparaient le triomphe avec un zèle enthousiaste. Le prolétariat israélite parle une espèce d'affreux jargon qui n'est que de l'allemand corrompu. A ma grande stupéfaction, un correspondant du *Journal de Genève* comparait (voir le numéro 138 de ce journal du 21 mai 1915), le Youdish à certains dialectes de la Suisse allemande. Il ne doit pas avoir l'oreille très musicale ce confrère !

Une fois qu'ils ont de la fortune, les israélites s'empressent d'oublier cette espèce de langue verte et c'est l'allemand parlé à Berlin qu'ils lui substituent le plus volontiers, en même temps qu'ils coupent les bigoudis qui leur pendaient élégamment sur les

tempes et qu'ils troquent contre des redingotes et des chapeaux melons, leur moyenageuse lévite et leur bonnet de fourrure.

Et, du coup, les voilà devenus des « Kulturtrager » purs et ardents, ennemis de tout ce qui n'est pas le *Deutschthum* et plus patriotes, que les Junkers les plus outranciers. A Berlin, ils s'appellent Harden et, massés dans le camp des libéraux nationalistes, ils soutiennent de toutes leurs forces la politique militariste du Gouvernement. A Vienne, où ils sont légion, ils font de la politique prussienne. Si Tcherniowtse, le chef-lieu de la Boucovine, peut passer pour une ville allemande, c'est grâce à ses opulents Sémites qui y pullulent : banquiers, avocats et rentiers.

Et voilà, Monsieur, ce qu'à l'étranger on nomme des Juifs-slaves.

Vouloir en faire les prototypes de l'âme slave en Galicie ou en Pologne est un non sens. Que diriez-vous, Monsieur, si je m'avisais de prétendre dans les journaux de mon pays, que le moricaud qui parade en costume national dans certain restaurant, que je fréquente ici, représente la mentalité des Suisses de la Suisse romande, sous prétexte qu'il habite Lausanne et qu'il s'est même fait naturaliser citoyen de la Fédération ?

Ceci dit, et pour terminer, il ne me reste plus qu'à vous prouver que les Viennois vous ont induit en erreur en assurant, que certaines provinces de la Monarchie et parmi celles-ci la Galicie étaient « des organismes parasitaires, attachés comme des poulpes aux flancs de l'Empire qu'elles épuisaient » et que « la Galicie coûtait des millions sans aucun profit quelconque ». Balivernes tout cela, qui dénotent une complète ignorance en matière d'économie politique. Car c'est au contraire l'Autriche allemande et plus particulièrement sa métropole qui, grâce à la sollicitude des autorités centrales, ont été de tout temps les poulpes qui pompaient les forces vitales des Marches de l'Empire.

Il n'y a qu'à consulter les statistiques officielles du rendement et de la répartition des impôts pour se convaincre que la Galicie, loin d'être passive, contribuait au-dessus de ses moyens aux dépenses communes, notamment à celles qui étaient destinées aux armements militaires. Et il n'y a pas que les impôts; ce n'est pas en vain que la Galicie était surnommée le grenier de l'Autriche, qu'elle pourvoyait à bon compte en denrées alimentaires. Plus d'un boucher, plus d'un charcutier, plus d'un minotier des bords du Danube lui doit d'être aujourd'hui millionnaire. La Galicie envoyait chaque année au marché de Vienne quarante mille bœufs gras et deux cent

---

(2) Pour voir clair dans cette question très trouble, nous engageons les intéressés à lire dans le capital ouvrage de l'écrivain anglais Henry Wicham Steed les pages consacrées aux juifs de l'Autriche. Les révélations qu'elles contiennent sont de nature à faire réfléchir les esprits les plus paresseux. La puissance des juifs, comme facteur *de la germanisation des pays slaves*, y est mise à jour et prouvée par des arguments irréfutables. (Pages 228-300 : *La Monarchie des Habsbourg*, Armand Colin, éditeur. Paris 1915.) — *N. de la Rédaction.*

mille porcs. Et les marchands de la Mariahill, dans le VIe bézirk, aussi lui doivent le plus clair de leurs gains.

Ils auront quelque surprise ces bons Viennois, à s'apercevoir, qu'ils ont beaucoup perdu, notamment la faculté de s'enrichir facilement et de vivre doucement aux dépens des Slaves de la Galicie, quand les armées du tsar les auront débarrassés de cette misérable province et des Polonais qui l'habitent, d'autant plus que les Russes, qui sont d'affreux antisémites, sont bien capables de leur laisser pour compte ces 200.000 « Slaves », sémites d'origine, qu'ils traitent d'indésirables, les ingrats, oublieux que ce sont des « Slaves » allemands de langue et de cœur !

Pardonnez-moi, Monsieur, cette dissertation un peu longue, je l'avoue, mais j'avais sur le cœur d'avoir été traité collectivement de paresseux et de voleur en tant que « Galicien », parce que quelques usuriers et quelques entremetteurs se sont abattus sur Vienne.

Sans rancune du reste, Monsieur, car je ne suppose même pas que vous l'ayez fait exprès.

Agréez, Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Maurice, comte MYCIELSKI,

Propriétaire foncier et publiciste en Galicie.

Lausanne, le 26 mai 1915.

Hôtel de Montreux.

Rôle des Juifs dans les Rapports russo-polonais

Le dernier fascicule de la *Mysl Niepodlegla* parle de l'*intrigue juive* dans la presse russe :

« L'attitude de la population du Royaume de Pologne a provoqué d'abord, en Russie, de l'étonnement, puis un sentiment de reconnaissance et, ensuite, même de l'enthousiasme.

« Mais cet état de choses inquiéta fort ceux qui se sentaient mal à l'aise à cause du rapprochement polono-russe. Cet élément c'était les juifs.

« Avant la guerre, le mouvement nationaliste juif faisait rage. Les juifs profitant de notre position difficile nous témoignaient leur plus grand manque de considération, ils promettaient aux Russes de les aider dans la russification de tout le Royaume de Pologne, ils criaient que la Pologne n'est pas un pays polonais, qu'elle ne nous appartient plus et que la nation polonaise n'est plus qu'un cadavre qu'on doit refouler d'un coup de pied et marcher dessus pour arriver à ses fins.

« Aussi, quelle fut leur inquiétude, lorsque sur les murs de Varsovie parut le manifeste du Grand Duc qui, dans ce soi-disant cadavre, reconnaissait une nation vivante et valeureuse qui, en dépit de toutes les acclamations juives, annonçait que s'accompliraient irrévocablement les rêves sacrés de nos pères et de nos ancêtres ! Ce manifeste, émanant de la plus haute autorité militaire, dans un moment aussi historique, signé par un membre de la Maison régnante, a effrayé les juifs. Il les a effrayés d'autant plus que leurs sympathies ouvertes pour l'invasion allemande ont été constatées de la manière la plus officielle dans les proclamations préventives des autorités militaires, dans les contributions infligées aux juifs pour avoir aidé les Allemands (à Pabianice) et finalement, dans la constatation de l'espionnage grandissant, comme nous l'avons lu dans la proclamation du gouverneur général de Galicie, le comte Bobrinskii.

« Cette triste situation des juifs à éveillé chez eux une réaction. Il fallait à tout prix séparer l'opinion conciliante en Russie.

« De tels éléments profitant de la naïveté et de l'ignorance enfantine des libéraux russes voulaient et veulent, dans un moment si élevé au point de vue historique, semer la discorde entre les Russes et les Polonais. Ces éléments soulèvent contre nous systé-

matiquement l'opinion russe la plus éclairée. Au moment où les Polonais ont déposé sur l'autel de leurs intérêts communs les offrandes de leur vie et de leurs biens, on les présente en Russie comme des monstres avides et égoïstes, comme des violents persécuteurs des juifs.

« Auparavant, les Allemands faisaient tous leurs efforts pour empêcher un rapprochement entre les Polonais et les Russes, aujourd'hui ce sont les juifs qui agissent ainsi au nom de leurs rêves et de leurs intérêts, très étroitement liés avec ceux des Prussiens. Il leur serait très commode de susciter entre les deux côtés des luttes acharnées, de semer la méfiance et le désarroi sur le théâtre de la guerre. Cette politique juive étant l'exposition de la politique prussienne est si évidente, qu'il faudrait être aveugle pour ne pas la voir. L'élément de trahison et d'espionnage s'est introduit dans la confiance du naïf libéralisme russe qui ne comprend pas combien il fait de tort aux intérêts communs. »

Les Tchèques contre les attaques juives

Le plus grand journal tchèque, *les Narodni-Listy*, a publié un article, dans lequel il proteste contre les efforts d'une certaine partie de la presse étrangère tendant à présenter les Polonais aux yeux du monde, comme les soi-disants persécuteurs des juifs. Il s'agit ici surtout des attaques du journaliste italien Luzzatti et du publiciste danois Brandès (tous deux juifs) contre les Polonais de l'empire de Russie.

D'après le journal tchèque, ces articles contre la Pologne ne sont, à vrai dire, qu'une intrigue de presse organisée dans le haut style et dirigée contre la nation polonaise, si cruellement éprouvée par la guerre. De telles intrigues ne s'accordent pas avec la gravité de l'heure actuelle, ni avec l'idée de justice historique. Aussi, il faut réagir contre cela partout où l'on peut et autant qu'on peut.

Les Tchèques défendent encore les Polonais

Les « Narodni Listy » prennent encore la défense des Polonais contre les attaques de Brandès. Le journal tchèque termine son article de la manière suivante : « Il est évident que Brandès est victime d'une mystification. On pourrait passer cette affaire sous silence, si le nom de Brandès n'était pas si connu en Europe, à tel point, que pour beaucoup d'intellectuels de l'Europe occidentale sa signature seule suffit pour les convaincre de la vérité de tout ce qu'il affirme. Et c'est justement pour cela que nous devons prendre la défense des Polonais et exprimer ouvertement la conviction qu'on a abusé de Brandès par une intrigue étrangère. »

Sur la question juive en Pologne

A Moscou a paru en langue russe la brochure d'un publiciste de Varsovie, M. Georges Kurnatowski, sur la question juive en Pologne (*les Juifs en Pologne*). L'auteur donne une esquisse économique et statistique de la situation des Juifs dans notre pays, il caractérise les tendances de culture et de politique qui existent et se développent chez eux, enfin, il soumet aux lecteurs russes des conclusions tendant à résoudre cette question difficile et pénible d'une façon favorable pour la Pologne, pour la Russie et pour les Juifs eux-mêmes. La brochure contient quelques points discutables, mais, en général, répond parfaitement à son but : celui d'informer objectivement la Russie sur ce qui jusqu'ici n'était éclairé exclusivement que par le nationalisme juif.

Courrier de Varsovie, 21 *mai* 1915.

Autour de la Guerre

Faits et Documents

Une erreur historique

Récemment, l'empereur Guillaume, dans un discours adressé à son armée, a déclaré qu'il voulait réunir sous son sceptre les terres polonaises pour réparer l'erreur historique de ses prédécesseurs.

A ce propos, le prof. W. Butienko publie, dans les *Birjewia Wiedomosti*, un article dont nous extrayons les passages suivants :

« L'empereur allemand considère évidemment comme une erreur historique ce fait que la Russie reçut au Congrès de Vienne la plus grande partie des terres polonaises qui avaient été accaparées par la Prusse et l'Autriche à l'époque des partages... La réunion de la Pologne sous le sceptre allemand ne serait possible qu'à condition de résoudre la question polonaise, et comment oserait parler de la renaissance d'une Pologne indépendante ce gouvernement prussien, avec toute sa tradition de violences, de politique hakatiste et germanisatrice. A quoi pourrait conduire la victoire austro-allemande, sinon à un nouveau partage de la Pologne ?

Non, la Prusse n'a pas commis de faute dans la question polonaise et elle n'a aucune erreur à réparer ! C'est une simple fiction, une tournure de réthorique qui a servi à Guillaume II comme prétexte pour ses intentions de conquérant.

La Russie, au contraire, a commis cette erreur historique d'être en traditionnelle amitié avec la Prusse et de lui sacrifier pendant 150 ans la Pologne slave !

« Le commencement de cette faute remonte aux temps de la guerre de sept ans, lorsque Pierre III rendit à Frédéric II toutes ses conquêtes sans demander aucune compensation. Cette faute de Pierre III fut répétée par Catherine II qui permit le partage de la Pologne. »

« Alexandre I, dans ses jeunes années, rêvait de réparer la faute de sa grand'mère et examinait, avec Czartoryski, le projet de reconstitution de la Pologne, sous le sceptre des monarques russes; mais ses plans étaient toujours contrariés par la même erreur historique : l'amitié avec la Prusse. En 1805, Czartoryski et le prince Poniatowski avaient préparé l'insurrection des provinces polonaises de Prusse et, au moment où les armées russes passeraient la frontière, Alexandre devait se proclamer roi de Pologne. Il arriva au palais de Czartoryski, à Pulawy, et, au lieu de se mettre à la tête de l'insurrection, il partit pour Potsdam où, sur la tombe de Frédéric II, il s'unit à Frédéric-Guillaume III d'un lien d'amitié éternelle. »

« Alexandre I ne profita pas davantage du moment opportun,

à l'époque du traité de Tilsitt en 1807, lorsque Napoléon voulait supprimer la Prusse et proposait à la Russie les terres de la Prusse orientale. Tout au contraire, l'attitude d'Alexandre sauva la Prusse d'un partage. Ce ne fut qu'au Congrès de Vienne qu'Alexandre tenta de réaliser le rêve de sa jeunesse à l'égard de la Pologne. Mais la Prusse sauvée par lui refusa d'abandonner la Posnanie et d'obliger l'Autriche à renoncer à la Galicie. Il fut obligé de se contenter d'un reste de Pologne et de créed en face de la Prusse et de l'Autriche l'incommode frontière qui a duré jusqu'aujourd'hui.

« Cette erreur historique de notre diplomatie fut répétée par Nicolas Ier.

« Au *Drang nach Osten* allemand, on opposa un fort mouvement national parmi les Slaves, qui devint le panslavisme luttant contre le pangermanisme. L'utilisation de cette idée pour les intérêts russes était impossible sans la reconstitution de la Pologne, et cette reconstitution ne pouvait avoir lieu sans un conflit avec la Prusse et l'Autriche. Ainsi l'idée panslaviste n'eût aucune influence sur la politique de Nicolas Ier.

« Plus tard, du temps d'Alexandre II, l'amitié prussienne empêcha la Russie en 1866 et en 1870 de résoudre la question polonaise. »

Les Hongrois

Une opinion hongroise sur la Pologne

Le bureau de la presse de la section de Cracovie public le communiqué suivant :

« Le comte Andrassy a eu une conférence à Budapest sur « les buts d'une paix rationnelle », dans laquelle il a fait les observations suivantes sur la cause polonaise :

« Notre attention est attirée en premier lieu par la cause polonaise. Si la société polonaise en Russie prenait une part active à notre lutte, il serait de notre devoir de faire tous nos efforts pour la délivrer de la Russie. Si elle ne le fait pas, nous sommes forcés de suivre notre propre intérêt, ayant égard cependant aux catastrophes qui ont affligé la Pologne et aux souffrances que les Polonais ont eu déjà à subir en Autriche et en Prusse. Il faut comprendre pourquoi les Polonais opprimés ne sont pas en état de prendre une héroïque décision et il est interdit d'oublier que la justice et notre propre intérêt exigent de nous de leur améliorer leur situation.

« La délivrance de la Pologne du joug russe a même des raisons stratégiques. La ligne de frontière qui s'étend à travers les grands marais polonais, facilite beaucoup plus la défense de l'Europe centrale que la ligne actuelle. Par la perte de la Pologne disparaî-



trait le dard que la Russie dirige vers l'Ouest, menaçant par là même Berlin, Vienne et Budapest. Le recul de la frontière améliorerait tellement notre situation militaire que les buts de l'alliance franco-russe seraient, à vrai dire, anéantis. Si la Russie, s'appuyant sur Varsovie, n'a pas pu aider la France par ses combats, on peut encore moins augurer des positions stratégiques futures.

« La nation polonaise fonderait une nouvelle force au service de l'Europe centrale contre la suprématie orientale. Je ne crains pas, que la perte de la Pologne puisse donner à la Russie une idée de revanche. La France n'a pas oublié l'Alsace et la Lorraine parce qu'il s'y trouve une population remplie de sympathie pour la France et qui, en majorité, a conservé ses sentiments jusqu'à nos jours. L'Autriche, au contraire, s'est résignée à la perte de ses provinces italiennes (la Lombardie et Venise) car elle voyait que la population de ces provinces était satisfaite de son nouveau sort. La Russie pourrait soulever l'idée de revanche, seulement dans le cas où nous ne réussirions pas à créer une situation plus favorable aux Polonais, que celle qu'ils ont actuellement, et si les Polonais désiraient revenir sous la domination russe, ce que l'on ne peut vraiment pas admettre.

« La Russie repoussée de la Pologne et l'échec de ses aspirations balkaniques tendent en même temps à diriger la Russie vers ses vues et ses expansions naturelles, c'est-à-dire vers le fond de l'Asie orientale, ce qui donne à la politique russe son unique et seule direction désirable. »

Les Tchèques

Les femmes tchèques pour les Polonais exilés

D'après les communications de la presse tchèque, on a organisé à Prague un Comité particulier de femmes tchèques pour secourir les exilés polonais. Ce Comité est composé de représentantes de toutes les classes tchèques, surtout de celles de bourgeois, de fonctionnaires et d'industriels. La participation des femmes à la première séance d'inauguration a été très nombreuse.

Nouvelle proclamation de Rydel sur la fraternité polonotchèque

La presse tchèque parle et commente avec beaucoup de sympathie la proclamation dans laquelle le très populaire écrivain

polonais, Lucien Rydel, s'est adressé à la nation tchèque, la remerciant pour l'accueil fraternel et le traitement amical des exilés polonais. On a accueilli en Bohême avec une satisfaction particulière la phrase suivante de la proclamation :

« Il faut, que les deux nations polonaise et tchèque se rapprochent systématiquement l'une de l'autre, comme par le passé, en s'appuyant sur les expériences de la guerre actuelle et que dans les cœurs tchèques et polonais l'amitié et la confiance réciproques puissent demeurer toujours comme auparavant. »

Les Allemands

Les Allemands défenseurs de la liberté

Jusqu'à présent les Allemands ont été connus comme les maîtres de la vantardise. D'après eux, ils ont la meilleure armée, la meilleure organisation, la meilleure littérature, etc... mais on ne pouvait s'attendre à les entendre proclamer « qu'ils sont les défenseurs de la liberté en Europe ». Et voilà pourtant ce qu'a dit le professeur Baeneke, dans le journal berlinois *Kreuz Zeitung :*

« Si les Polonais ne demandaient rien d'autre, que le droit de parler polonais (*sic*), ils pourraient être nos meilleurs amis ; il est certain, que notre gouvernement, après avoir agrandi la puissance allemande, ne montrerait pas une petitesse d'esprit dans ses conceptions politiques pour résoudre le problème des langues étrangères ; et il a ajouté : nous tâcherons de garantir la liberté à tous les peuples. Nous menons sur terre et sur mer la guerre contre les ennemis de la liberté. Nous donnerons la liberté. »

(*Courrier de Varsovie*, 1915, nº 110.)

La Propriété rurale allemande

Le ministre russe des Affaires étrangères, demanda aux gouverneurs de lui envoyer des renseignements sur la propriété rurale allemande.

Le gouverneur de Radom fit savoir qu'il y avait dans le gouvernement de Radom 5.318 colonistes allemands ; on en expulsa 4.735 ; 28 partirent de plein gré, 63 doivent être expulsés, le reste, au nombre de 492, ne seront pas renvoyés, car ils ne possèdent pas de propriété rurale ; plusieurs d'entre eux appartiennent à

des familles qui comptent plusieurs membres dans l'armée active. En général, le nombre des fermes allemandes dans le gouvernement de Radom est de 56 sur une étendue de 9.202 arpents.

Le gouvernement de Plock observa que ces données ne sont pas précises, car une partie du gouvernement est occupée par l'ennemi. Le nombre général des fermes allemandes dans le gouvernement de Plock est de 326 sur un espace de 15.920 arpents.

Le gouvernement de Kielce enregistra dans les deux districts 196 fermes allemandes qui occupent 10.649 arpents.

Le gouverneur de Vilno fit savoir que dans son gouvernement il y a 23 propriétés rurales soumises à la liquidation et occupant 9.307 arpents.

Dans le gouvernement de Livonie 178 fermes allemandes occupent 182.549 arpents.

(*Courrier de Varsovie*, 1915, nº 109.)

Pauvres Allemands !

Sous ce titre, le *Nowoie Vremia* rapporte le récit d'un employé russe qui a passé plusieurs années en Pologne. Arrivé à son poste, situé dans le gouvernement de Plock, près de la frontière allemande, il constata, que toute la zone limitrophe était peuplée d'Allemands. Il ne tarda pas à le faire savoir au gouverneur général du pays qui l'encouragea dans ses recherches et qui lui fit faire une carte de la population allemande du pays. Mais son successeur Szuwalow accueillit mal le zèle de l'employé, le réprimanda et dit en sa présence au général : « Lorsque j'ai été voir l'empereur d'Allemagne, je lui ai montré la carte représentant la colonisation allemande dans le gouvernement de Plock ; l'empereur se mit à rire et dit : « Mes pauvres Allemands ! on les persécute partout ! » C'est ainsi que finit cet épisode de lutte contre la colonisation allemande au royaume de Pologne. Et le journal russe ajoute : Cette fois-ci on a eu pitié « des pauvres allemands ».

(*Courrier de Varsovie* 1915, nº 106).

L'exploitation agricole allemande dans le gouvernement de Kalisz

Des personnes qui ont réussi à atteindre Varsovie en traversant les lignes prussiennes du côté de Kalisz racontent, que les autorités prussiennes y ont envoyé des « inspecteurs officiels d'agronomie », qui forcent les ouvriers polonais de planter des pommes de terre précoces et de semer le blé de printemps, l'orge, l'avoine et le seigle également précoces.

Cette contrainte de cultiver les champs au profit des Allemands (car il est certain que les Allemands s'empareront de toute la

récolte s'ils ne sont pas chassés avant) y est pratiquée avec une grande rigueur. Dans ce but, on a réquisitionné tous les attelages et les hommes qui, sous la direction des contrôleurs prussiens, cultivent les meilleurs terres, sans faire attention à qui elles appartiennent.

(*Courrier de Varsovie*, 1915, n° 108.)

L'arrêt des usines à Lodz

On écrit de Copenhague à la *Gazette de Varsovie :*

Il y a quelques semaines de cela, on a repris à Lodz le travail dans certaines filatures et tissages. 5.000 ouvriers environ y ont trouvé du travail. La joie en était grande dans la ville, car 5.000 familles avaient ainsi leur existence assurée. Hélas ! cette joie fut de courte durée. Le 19 mai arriva un ordre imprévu de la commandature allemande, obligeant les patrons de l'industrie cotonnière à fournir à la police la statistique exacte de toute la provision de coton brut, de toutes sortes de fils de coton, de rouleaux de cuivre et d'autres matériels en cuivre, ainsi que toutes les espèces d'huiles.

On confisquera les provisions, qui seraient sciemment soustraites à la déclaration, et les patrons pris en faute seront frappés de 5.000 roubles d'amende. Ce n'est pas tout. Les autorités allemandes ont décidé d'arrêter, sauf avis contraire : le travail dans toutes les filatures et tissages de coton à Lodz et partout où ces usines fonctionnent.

Cette mesure atteint profondément les ouvriers. Mais elle doit nous inspirer de la confiance, car il en ressort que les Allemands manquent, pour leurs munitions, de cuivre, de coton et du caoutchouc, qu'ils confisquent partout où ils les trouvent.

Les Suédois

Conférences sur la Pologne en Suède

Le Dr Sigurd v. Agrell, professeur des langues slaves à l'Université de Lund en Suède et en même temps poète suédois de grand talent, savant émérite ayant approfondi la langue et la littérature polonaise, a commencé à Malmo, une série de conférences sur la Pologne. Il y en aura cinq, une par semaine, complétées par de

nombreuses projections. Pour sujet de ces conférences, il prendra les villes principales de la Pologne : Varsovie, Cracovie et Léopol. Le Dr Agrell est un grand ami des Polonais, il a parcouru la Pologne en long et en large afin de connaître à fond le pays et les hommes. Pendant ses cours sur les villes polonaises, il parlera aussi de la vie et des aspirations du peuple polonais. Le premier essai de ce programme a été la conférence sur Varsovie, qui a eu lieu le 2 de ce mois et qui a éveillé beaucoup d'intérêt parmi le public suédois.

Les Russes

Remerciements de soldats

Les soldats : N. Iljin, L. Smolin, P. Diskalenko et N. Antonow, évacués à l'intérieur de l'empire pour leur convalescence, ont publié la lettre suivante : « Pologne généreuse, chérie et bonne ! Nous n'avons pas assez de mots afin d'exprimer notre reconnaissance pour ta cordialité. Que d'affection, que de bonté, que de soins pour nous, blessés et soldats russes, nous a montrés la généreuse femme polonaise. Reçois, ô, Pologne ! notre vœu russe : que Dieu te bénisse ! Nous exprimons notre reconnaissance particulièrement grande aux bonnes religieuses de la première station d'évacuation.

(*Courrier de Varsovie*, n° 110.)

Les catholiques polonais au Cardinal Amette

S. E. le cardinal Amette a reçu de Varsovie le télégramme suivant :

« Varsovie a été profondément émue à la nouvelle que, grâce à votre magnanime initiative, une quête se fera dans les églises de France, pour la Pologne.

« La pensée que la prière accompagnerait ce geste de générosité augmentera nos forces au milieu de nos dures épreuves depuis le commencement de cette guerre, où la coalition défend le droit, la civilisation et la chrétienté.

« Les Polonais, fidèles à leurs traditions séculaires, se sont dévoués à cette cause sacrée. La Pologne a toujours considéré comme sa sœur aînée la patrie de saint Louis et de Jeanne d'Arc,

et elle espère que ces grands exemples de foi, de charité et de vaillance entraîneront l'humanité vers la reconnaissance du droit des nations et la régénération universelle.

Le président de l'Union catholique du royaume de Pologne : comte JULES OSTROWSKI ; STANISLAS BONTECKI ; comte XAVIER BRANICKI ; ETIENNE GODLEWSKI ; comte FÉLIX GRABOWSKI ; VINCENT JANOWSKI ; CONSTANTIN KOSSAKOWSKI ; comte EDOUARD KRASINSKI ; prince ALEXANDRE LUBECKI ; comte MIECISLAS LEDOCHOWSKI ; comte ROGER LUBIENSKI ; ALEXANDRE WINOWSKI ; prince PAUL WORONIECKI ; comte ZDZISLAS ZAMOYSKI ; ANTOINE DE ZWAN et autres. »

Le Gérant : Louis COSSON.

Imp. de la Bourse de Commerce, (G. BUREAU), 35, rue J.-J.-Rousseau, Paris.